la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Numéro 439 — Nouvelle série numéro 138 **MAI 1959 — PRIX : 150 francs**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois .... 800 fr.
Un an .... 1.500 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 1.000 fr.
Un an .... 1.800 fr.

Le numéro : 150 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 439 - Mai 1959

ENTRE NOUS

Ce numéro pourrait être placé sous le signe du congrès F.O. Celui-ci n'a certes pas comblé nos espoirs. Mais il marque certainement une étape importante dans la renaissance du syndicalisme. Ceux de nos amis qui y ont participé ou qui y ont assisté ne sont pas tous d'accord sur les conclusions que l'on peut en tirer. On n'y a dit ni tout ce qu'il fallait dire ni que ce qu'il fallait dire.

Si importants que soient les textes votés, si significatives que soient certaines interventions, l'essentiel est plutôt dans l'aspect humain du congrès. Les militants ouvriers présents ne se sont pas encore déterminés pour une action énergique et efficace. Ils ont su cependant réagir contre certaines déviations. Et surtout se libérer du prestige de certaines personnalités encombrantes.

On aura l'occasion d'y revenir. Le phénomène du péril représenté par certains néo-syndicalistes — qui furent portés au bureau confédéral par les éléments de gauche — n'est surprenant que pour ceux qui n'ont pas vécu le syndicalisme d'entre-deux guerres.

Marcel Martinet écrivait autrefois « qu'un vrai révolutionnaire se reconnaît à ce qu'il est capable de sortir de lui-même ». Il est des militants qui ne s'oublient pas en pensant à la Révolution, qui finissent même par s'imaginer que le succès de la Révolution et la force du syndicalisme dépendent exclusivement des chefs qu'ils découvrent en eux.

C'est parce qu'ils ont pesé ce danger que nos aînés ont fondé la « R.P. » — coopérative intellectuelle, qui doit supprimer les intermédiaires, les penseurs et les chefs, entre les connaissances et les hommes d'action. Nous ne sommes pas atteints de mégalomanie en proclamant une fois de plus que si le congrès F.O. représente une étape dans la renaissance du syndiclaisme, la « R. P. » en représente l'espoir constant et l'idée permanente. Car la R.P., ce n'est pas nous, ce sont tous ceux qui la lisent; tous ceux qui devraient la lire et l'alimenter.

La « R. P. » continue avec sa triple équipe. Des anciens qui lient leurs expériences au présent. S'imagine-t-on que Monatte s'isole dans le passé, lorsqu'il compare 1956 à 1906, lorsqu'il dépouille de leur vernis actuel des idéologies sclérosées et vermoulues ? Des militants d'aujourd'hui qui pensent parce qu'ils agissent. Des jeunes qui se posent des questions qu'ils se veulent capables de résoudre.

La « R. P. » est-elle tout cela ? Non. Mais elle le serait si l'effort très modeste, très limité que nous avons demandé à tous nos amis était mieux entendu.

Malgré un départ plein de promesses, la campagne des trois cents abonnés nouveaux piétine.

— Il suffit que trois cents de nos amis offrent un abonnement à un camarade dont on peut espérer qu'il continuera à nous lire au bout de six mois, ou que trente de nos meilleurs amis recrutent chacun dix abonnés nouveaux.

Le concours reste ouvert. Qui voudra relancer la compétition ?

Le gérant : J.-P. FINIDORI — Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris

"L'ANTIMILITARISME IMBÉCILE"

Déjà au mois de mars, l'Express et, depuis, le Monde du 22 avril, ont révélé au public les grandes idées d'un certain nombre d'officiers d'Algérie et de jeunes fonctionnaires formés par l'Ecole d'Administration, réunis dans un groupe portant le nom de « Patrie et Progrès ».

Ce serait dommage si une telle voix n'était pas entendue. Savourez notamment ces paroles :

« L'armée peut devenir dans le pays un facteur de rajeunissement économique et social. »

« Après dix ans d'indifférence, d'ingratitude, d'ANTIMILITARISME IMBECILE, les syndicalistes et les militants de gauche peuvent découvrir que l'armée, en France comme en Algérie, incarne la meilleure chance d'imposer les réformes refusées par les conservateurs. »

Je croyais l'antimilitarisme sinon mort, au moins tombé dans un profond sommeil. Comme d'ailleurs l'internationalisme, son frère jumeau.

Voilà qu'on le traite d'imbécile et qu'on le charge de tous les crimes. Serait-il encore vivant ? Quelle joie en ce cas ! Parce qu'il n'a jamais été plus indispensable qu'aujourd'hui. L'armée au pouvoir n'appelle-t-elle pas forcément l'antimilitarisme ?

Imbécile, l'antimilitarisme du syndicalisme révolutionnaire ?

Laissez-moi vous dire, jeunes présomptueux d'Algérie et de Navarre, à quoi il correspondait il y a cinquante ans.

Rien de moins artificiel, rien de plus naturel. Il sortait, renforcé d'année en année, de toutes les grèves où les ouvriers de ce pays luttaient pour leur pain, contre les longues journées épuisantes, pour leur dignité, pour leur liberté. Vous représentez-vous la situation ouvrière d'alors? Rappelez-vous ou apprenez donc quelle était la grande revendication des cheminots lors de leur première grève générale, celle de 1910 : la pièce de cent sous comme salaire journalier. D'un bout à l'autre du pays, l'armée fut naturellement dressée contre eux, employée pour briser leur grève. Protégeait les cheminots qui faisaient les jaunes, ceux du genre de Monmousseau, ce secrétaire de la C.G.T., stalinien d'aujourd'hui, jaune d'alors. Rappelez-vous les fusillades de vignerons à Narbonne, de métallos de Chalon-sur-Saône, de mineurs à Lens et à Denain. Vous n'avez pas entendu parler d'officiers commandant le feu à Fourmies sur de paisibles manifestants le 1er mai 1891? L'armée de Versailles qui s'illustra contre les communards en mai 1871, ça ne vous dit rien ? Rien non plus l'armée de Cavaignac qui noya dans le sang les ouvriers parisiens en juin 1848 ?

C'est de tout cela qu'est sorti l'antimilitarisme. Où est son imbécillité ?

N'était-il pas naturel que les syndicats demandent à leurs jeunes membres de ne pas oublier, une fois qu'ils avaient revêtu l'uniforme militaire, qu'ils étaient des fils d'ouvriers, qu'en aucun cas ils ne devaient obéir aux ordres de tirer sur des grévistes, sur leurs frères de classe ? De là l'institution du Sou du Soldat.

Ils voulaient autre chose, les syndicats et les syndicalistes d'alors, direz-vous peut-être. Ils voulaient en effet répondre à toute déclaration de guerre par la grève générale afin d'empêcher la guerre. Ils le voulaient, c'est sûr. Mais ils le voulaient ici comme en Allemagne. A leurs yeux, un double mouvement coordonné devait suffire à empêcher la mobilisation, partant à empêcher la guerre. Pendant vingt ans, ils ont mené leur propagande dans ce but. Ils ont essayé d'amener les ouvriers des autres pays, en particulier les syndicats allemands, les ouvriers allemands, à partager leur point de vue. Ils n'y sont pas parvenus. Ils se sont heurtés, de 1896 à 1914, à l'hostilité de la social-démocratie. N'était-ce pas cependant une grande tâche, une merveilleuse entreprise envisagée pour réaliser la pensée de l'Internationale : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous. » ? Unissez-vous contre la guerre d'abord.

Imbécile, ce grand rêve ? Il est vraiment dommage qu'il n'ait pu se réaliser. Dommage pour les ouvriers français comme pour les ouvriers allemands, dommage pour la France comme pour l'Allemagne, et comme pour le monde. Le déclin de l'Occident date de 1914. La deuxième guerre mondiale a été l'œuvre du mauvais traité qui suivit la première, le traité de Versailles. Ce traité a préparé le sursaut nationaliste allemand et enfanté Hitler et le national-socialisme. En même temps qu'il jetait la discorde entre les Alliés eux-mêmes. Regrettons que la classe ouvrière internationale n'ait pas été capable hier de remplir son devoir. Regrettons plus encore qu'aujourd'hui ce soit un Etat soi-disant prolétarien, se revendiquant mensongèrement du socialisme, qui mène le branle de la troisième guerre mondiale.

Ah ! non, l'antimilitarisme, ni l'internationalisme du syndicalisme n'étaient pas imbéciles. Ils peuvent même servir de leçon aux ouvriers d'aujourd'hui, aux ouvriers de partout, de tous les pays. Leurs raisons d'être ont été renforcées par les deux guerres mondiales.

Renforcées aussi par le 13 mai 1958.

Certes, l'armée est complexe, comme tout le reste sans doute. Elle peut comprendre des hommes comme ceux de « Patrie et Progrès » qui sont fort sympathiques quands ils disent qu'une révolution sociale est en train de se réaliser en Algérie et qu'il faut « distribuer au peuple algérien les biens de deux cents personnes qu'il faut liquider ». Mais sont-ils représentatifs de l'armée ? Aurait-elle tant changé ? Il ne semble pas. Un de mes amis ne cesse de répéter que jamais la France, la République française, n'a pu former une armée républicaine. Elle a eu bien du mal à se former une Administration républicaine. Y est-elle jamais parvenue ? Il est plus que douteux qu'elle y ait réussi quant à la Magistrature et surtout à l'Armée. Plus on regarde quelles forces ont accompli le 13 mai, plus on s'aperçoit que c'est la vieille Conservation, la vieille Réaction qui étaient à l'œuvre. Les deux cents personnes que vous projetez de liquider en Algérie ne sont-elles pas précisément toute la féodalité coloniale qui pousse les ultras pour sa propre défense ? N'a-t-on pas vu surgir là-bas tous les survivants des anciens mouvements fascistes de France et de Belgique, tous les rescapés de la Cagoule ? Leur victoire est une revanche inespérée. C'est eux, c'est la Réaction bourgeoise qui pousse l'armée au pouvoir; elle a été chercher de Gaulle, pour faire dans la pratique la politique des conservateurs français.

Dans ce même document de « Patrie et Progrès », il est dit que « le malaise de l'armée découle pour une bonne part du déclassement social dont elle est victime, comme toute la fonction publique. La hiérarchie du compte en banque consacre la supériorité sociale du crémier ou de l'agent immobilier sur les naïfs idéalistes qui, de Bir-Hakeim à Tébessa en passant par Cao-Bang, s'obstinèrent à défendre... la présence française ». Plus que le crémier ou l'agent immobilier comptent dans l'histoire d'aujourd'hui Boussac et Borgeaud, Dassault et Schneider. Ceux-ci entraînent à leur service et pour leur défense le crémier de Poujade, l'agent immobilier de Duchet, mais aussi l'armée.

Les ouvriers et les paysans de 1959, et surtout les syndiqués et les syndicalistes d'aujourd'hui, ne peuvent que rester fidèles à la prophétie de Proudhon, il y a quatre-vingt-dix ans : « La fin du militarisme est la mission du XIXe siècle, à peine de décadence indéfinie. » Elle reste la mission du XXe.

Pierre MONATTE.

LE CONGRÈS DE FORCE OUVRIÈRE

Mille cinquante et un délégués participaient au congrès de la C.G.T. Force Ouvrière, qui s'est tenu à la Mutualité du 15 au 18 avril.

LOUET, secrétaire général de l'U.D. de la Seine, qui présidait la séance d'ouverture, définit ainsi la position ouvrière dans l'actuelle situation du pays : « Nous exigeons que le progrès soit au service de l'homme. De l'asservissement de l'esprit à l'assouvissement de la matière, il n'y a qu'un pas. Nous avons refusé hier l'alliance avec ceux pour qui l'homme n'est qu'un moyen. Nous la refuserons pareillement aujourd'hui ».

BOTHEREAU s'étendit longuement sur le rapport d'activité. Sur le problème européen, il précisa : « Dans la construction européenne nous ne nous contentons pas de sauver une forme de civilisation ou d'accroître nos niveaux de vie. Il s'agit aussi de vivre une expérience, de faire en sorte que l'ensemble européen se donne une forme d'économie originale, entre le libéralisme des Etats-Unis et le totalitarisme de l'U.R.S.S. ».

Abordant le problème algérien, il rappela que la politique suivie par F.O. avait été fixée par les organismes confédéraux, notamment par le C.C.N. de Saint-Brieuc, qui préconisa une paix immédiate.

En ce qui concerne les événements de mai et de juin 1958, Bothereau déclare que F.O. a joué un rôle actif considérable, et qu'elle a su franchir les passages difficiles en sauvegardant la démocratie et les libertés syndicales.

Il critiqua la politique économique du gouvernement, et notamment la hausse des prix et la diminution de la durée de l'emploi, qui ampute la masse salariale de 500 à 700 milliards.

Bothereau se prononça contre la formule des comités d'action avec la C.G.T. Il termina en appelant le Syndicat National des Instituteurs à venir grossir les rangs de F.O. : « S'il ne nous demande pas de faire l'unité d'action avec la C.G.T., tout est possible ».

CHARLOT

Un large débat s'ouvrit sur le rapport moral. Une quarantaine de militants y prirent part, et parmi eux de nombreux jeunes. C'est CHARLOT, secrétaire général de la Fédération de l'Alimentation, qui ouvrit le feu par un exposé qui retint l'attention, et dont voici des extraits :

Je vais essayer de vous exprimer **les sentiments** *d'un militant qui, au moment des événements de mai 1958, et depuis, a ressenti et continue de ressentir énormément d'inquiétude.*

Dans le rapport moral, on n'a pas accordé à ces événements plus de pages écrites qu'on n'en a accordé à l'extension des Conventions collectives ou quelque chose de ce genre... C'est peut-être aussi bien, remarquez !... On n'aurait peut-être rien pu dire de plus que ce qu'on a dit. Mais, personnellement, les événements du mois de mai risquant d'avoir sur ce pays des conséquences insoupçonnées pour la plupart d'entre nous, j'aurais aimé qu'il y ait autre chose qui essaie de nous indiquer d'où partaient ces événements de mai 1958, ce qu'ils contiennent en eux-mêmes comme danger pour la Démocratie, car je me souviens que l'on a dit et redit à maintes occasions que le syndicalisme libre que nous représentons a besoin de la démocratie.

S'il a besoin de la démocratie, on ne doit pas craindre de mettre en garde le peuple contre ce que peut contenir de dangereux pour la démocratie un certain nombre d'innovations ou certains mouvements.

Croyez-vous, camarades, que les événements de mai 1958 soient survenus parce que le Parlement était constitué en majorité de gens peu sérieux, peu raisonnables et qui se plaisaient à culbuter les uns après les autres les gouvernements ? Je n'en suis pas sûr... pas sûr du tout ! Je ne pense pas que les gens d'Alger se soient tellement inquiétés du spectacle lamentable donné par le Parlement français en fichant par terre les gouvernements tous les trois mois.

Par contre, ils s'inquiétaient et continuent du reste à s'inquiéter, car malgré les changements ils ne semblent pas être très rassurés. Comme quoi s'ils souhaitaient des changements, ce n'était pas pour mettre de l'ordre dans ce Parlement, ou qu'il y ait une expression plus sérieuse de la démocratie; c'est parce que tout simplement, ces gens-là en fait ne voulaient et ne veulent rien voir changer à ce qui existe dans ce qu'on appelle l'Algérie...

Ce qui inquiète Charlot, c'est l'inertie des travailleurs depuis mai-juin 1958 :

On n'était pas pressé de faire un effort ; on ne voulait pas lutter ; on n'a pas lutté.

Un certain nombre de camarades ont considéré ou se sont efforcés, et s'efforcent encore dans leurs écrits, de nous présenter comme rassurante cette attitude de la grande masse du peuple français.

Mais, dites-moi, camarades, si des événements semblables s'étaient déroulés venant de l'extrême-gauche, est-ce que vous avez le sentiment que la reaction du peuple aurait été différente de celle à laquelle nous avons pu assister à la suite des événements et des pressions d'Alger ?

Mais savez-vous que pour nous qui nous trouvons, comme l'a dit Bothereau tout à l'heure, entre les deux extrêmes, c'est extrêmement grave ? C'est un problème qui aurait dû faire l'objet de nos préoccupations depuis les événements de mai.

Croyez-vous, camarades, qu'en effet, il a suffi du mois de mai 1958 et d'une réforme de Constitution pour qu'il n'y ait plus de gauche ni de droite ? De l'expérience que j'ai de la vie, je n'ai jamais vu un gouvernement de droite appliquer une politique sociale favorable à la classe ouvrière; j'ai vu des gouvernements de gauche, parfois, finir leurs jours en appliquant une sorte de politique qui ressemblait un peu à ce qu'on m'avait toujours appris comme étant une politique de droite

L'orateur affirme sa foi dans le mouvement F.O., mais cela ne l'empêche pas de relever ses faiblesses. Il conclut :

Notre mouvement syndical doit-il être collaborationniste ? Doit-il être oppositionnel ? J'ai le sentiment que nous n'avons pas à nous poser ces questions. Par contre, notre mouvement doit être un mouvement dynamique, quoique certains camarades militants confédéraux considèrent que c'est désuet et démodé que de vouloir lutter sur les deux fronts, je suis de ceux qui persistent à croire que nous sommes bien obligés de lutter sur les deux fronts...

Je souhaite que de ce congrès se dégage une majorité de militants disant : nous ne devons pas subir le chantage de l'extrême-gauche, et de ce côté-là ils n'ont pas à s'illusionner sur les sentiments des militants F.O. quels qu'ils soient, même lorsque se posent des problèmes d'action revendicative dans des usines, ils n'ont pas à s'illusionner sur l'opinion que nous portons sur eux lorsqu'ils sont au pouvoir dans un certain nombre de pays; nous n'avons pas la même notion qu'eux de la liberté, de ce que doit être le respect de l'homme; il y a là un fossé qui est encore infranchissable dans l'immédiat.

SOFFIETTO

SOFFIETTO, secrétaire de l'U.D. de la Loire, est mandaté par une dizaine de syndicats pour voter contre le rapport moral. Il explique pourquoi.

Sur le problème de l'Algérie, le C.C.N.

d'Amiens avait voté une résolution franchement syndicaliste, laquelle fut infirmée par la C.E. confédérale qui reçut l'approbation du congrès confédéral de 1956.

Revenant sur les événements de mai-juin 1958, Soffietto estime que, compte tenu de l'atmosphère d'alors, il était malaisé d'agir. Toutefois, il considère que le rôle des militants confédéraux n'est pas de suivre les foules, mais de prendre des initiatives, et reproche au bureau confédéral de ne pas avoir adopté une position plus solide. De même, en ce qui concerne le referendum sur le projet de Constitution, la C.E. confédérale s'est bornée à indiquer que ledit projet ne portait pas atteinte aux libertés syndicales, mais elle n'élevait aucune observation sur le contenu et la tendance du projet. Le rôle de la C.E. était de prévoir que le gouvernement allait faire payer la note aux travailleurs. « Chaque fois que se présente une situation offrant un caractère sérieux, le Bureau confédéral pratique l'immobilisme », dit Soffietto.

Abordant le problème de l'action commune, Soffietto déclare que l'alliance avec la C.G.T. offre un danger, mais qu'il n'est guère possible de s'y opposer, car dans la situation présente, les travailleurs sont avant tout préoccupés d'empêcher la réduction du pouvoir d'achat.

HEBERT

C'est HEBERT, secrétaire de l'U.D. de la Loire-Atlantique, qui va ensuite s'élever contre la politique économique anti-ouvrière pratiquée par le gouvernement, et appuyée par un patronat bien organisé. Il met en évidence le fait que le mouvement syndical est la seule force qui lui fait face et qui soit capable de le mettre en échec.

Si nous ne devons pas faire preuve d'un optimisme béat en ce qui concerne F.O., dit encore Hébert, nous devons nous abstenir de toute sévérité excessive. Notre mouvement syndical a affronté tous les problèmes qui se sont dressés devant nous, et tous ont été librement étudiés. Notre bilan est donc loin d'être négatif : toutes les tentatives d'absorption ont été mises en échec, tous les essais d'intégration du syndicalisme ont échoué.

Hébert déclare être satisfait de la politique suivie par le Bureau confédéral. Pour l'Algérie, F.O. a pris une position juste. Il s'agit aujourd'hui de s'opposer fermement au plan Rueff.

Cette intervention semble avoir déçu les congressistes, qui avaient vigoureusement applaudi Charlot et Soffietto.

LAPEYRE

C'est le tour de LAPEYRE, secrétaire de la Fédération des Travaux publics et des Transports, de monter à la tribune. Intervention parfois humoristique :

Mon ami Alexandre Hébert ne m'a pas facilité la tâche, car je pensais qu'il aurait dit un certain nombre de choses. Il ne les a pas dites. Evidemment, il va falloir qu'une fois de plus je dise des choses désagréables. Et pourtant, je l'affirme, tout ne va pas mal à la Confédération. On a beaucoup parlé de confiance. Et si je suis ici, c'est bien parce que moi aussi j'ai confiance dans le Mouvement Force Ouvrière et dans notre Confédération.

Au dernier congrès, tu me disais, Bothereau : « J'ai eu de la peine à entendre quelques discours, tenant à la fois de la technique du minage et des potins de la Commère ». Pourquoi Bothereau me faisait-il ce reproche ? Parce que j'avais eu l'outrecuidance de parler... Figurez-vous qu'il y avait un membre du Bureau confédéral, un grand disparu, maintenant, mais il y a deux ans et demi j'avais attiré l'attention du Congrès et du Bureau, en ayant l'outrecuidance de dire : « Qui commande ? Quel est le bureau ? Est-ce le Bureau Lafond ou est-ce le Bureau Le Bourre ? ».

Depuis le 9 février, les secrétaires de fédérations et secrétaires d'U.D. ont reçu toute une série de correspondances fort édifiante (je pense que cela s'arrête à la lettre du 20 février de notre camarade Lafond)... Notre secrétaire général disait, parlant de certaine tractation dont France-soir *a appris la triste vérité à des militants, Bothereau a dit : « Nous ignorions ces tractations. »*

Alors moi, je veux bien qu'on condamne le camarade Lafond. Moi, je n'ai pas de peine. Il y a un certain nombre de choses que j'avais dites il y a deux ans et demi. Vous les ignoriez, camarades du Bureau confédéral — je m'arrête là — c'est très grave !

C'est là que j'en viens, sur le plan concret, sur le plan du congrès d'il y a deux ans. Dans sa lettre à Lafond, notre camarade Bothereau a dit cette chose d'une gravité beaucoup plus exceptionnelle : « Je ne t'ai rien caché de mes griefs et de mon état d'esprit à ton égard, jusqu'au jour où ma confiance en toi étant définitivement perdue, j'ai pensé qu'un renforcement du Bureau confédéral, décidé à la suite du congrès confédéral de 1956, pourrait colmater la brèche. »

Alors si les mots ont un sens, cela veut dire très exactement qu'avant le C.C.N. de 1956 notre camarade secrétaire général avait retiré sa confiance à un secrétaire confédéral. Mais ce qui est grave, c'est que la solution proposée, vous la connaissez : nous avons voté à ce C.C.N. et à la soi-disant unanimité, et par acclamation, le Bureau confédéral, étant entendu que suivant de bons principes, on nous avait donné un titulaire venant de ce qu'on a appelé une motion minoritaire, notre excellent camarade Bergeron pour faire contrepoids à des supplétifs, nos camarades Emile Mourguès et Babot.

Mais il y a, je m'en excuse, pour éviter les potins de la Commère, le Bureau Le Bourre. Bien sûr, je ne l'ai pas chicané à propos de son livre. Nous apprendrons, bien sûr, qu'il y a un grand intérêt maintenant au point de vue historique, à assimiler le 13 mai aux grands événements de 1789... De M. Pinay, bien sûr, on ne sait pas si c'est le Pinay de 1950 ou le Pinay de 1958-1959. Mais, enfin, les camarades connaissent « un certain » M. Pinay, bien que le camarade, notre camarade secrétaire confédéral dise des choses fort agréables sur lui, je trouve que l'époque que nous vivons est bien curieuse. C'est un secrétaire confédéral d'une confédération ouvrière qui chante les louanges de M. Pinay et c'est le cardinal de Lille qui se permet d'eng... les patrons... (La fin de la phrase est couverte par les applaudissements.)

Mais il y a mieux ! L'ancien journal où notre camarade Le Bourre, d'ailleurs, écrivait, publie un article de M. André François-Poncet : « ...avec l'aide d'un petit groupe d'amis, parmi lesquels figurent des hommes de haute qualité, Jacques Rueff, Robert Schuman, René Mayer, Maurice Faure, Raymond Le Bourre.

Alors je dis à notre ami Le Bourre, si c'est à titre personnel, c'est déjà gros. Peut-être, d'ailleurs, en tant que secrétaire confédéral, il ne savait pas tout à fait ce que faisait M. Rueff ! Cela m'étonnerait quand même. Et s'il ne savait pas ce que faisait M. Rueff, quand même le camarade Bothereau, fort justement, nous l'a dit : la ponction sur la masse salariale est de l'ordre de 500 à 700 milliards. C'est le moment peu opportun, me semble-t-il, où le secrétaire confédéral va avec quelques amsi discuter d'un mouvement pour une société libre...

THARREAU

THARREAU, secrétaire fédéral des Métaux, qui rappelle que ses fonctions syndicales le mettent en étroit contact avec les travailleurs d'usine, considère que l'actuel gouvernement poursuit et développe la politique réactionnaire des gouvernements précédents. Il ne reste plus que l'action syndicale pour s'y opposer et c'est pourquoi les salariés s'étonnent de ce que la Confédération n'ait pas participé à une semaine revendicative. Du moins, poursuit l'orateur, faudrait-il que si la Confédération ne veut rien entreprendre, elle ne gêne pas ceux qui veulent agir.

Il s'élève contre la guerre d'Algérie qui se pour-

suit et condamne la politique de grandeur que mène la France.

LAVAL

C'est encore un métallurgiste, LAVAL, secrétaire fédéral, qui, au nom de trois syndicats, expose pourquoi il vote contre le rapport moral :

Dans ce vote négatif, il faut, certes, faire la part des choses et ne pas considérer que ces organisations sont en désaccord avec l'actif de la C.G.T.-F.O. pendant ces deux dernières années. Il n'est pas douteux qu'ont été appréciés à leur juste valeur les résultats obtenus par notre Confédération, notamment sur le plan conventionnel, avec les institutions de retraites complémentaires, et tout récemment l'institution de l'assurance-chômage.

Mais ce vote négatif vise précisément les absences de position que nous avons malheureusement à regretter sur d'autres plans. Des camarades se sont exprimés, en commentant les formules par lesquelles nous situons la C.G.T.-F.O., sur l'échiquier syndical de notre pays, « entre la réaction et l'aventure », « entre les outrances du syndicalisme purement oppositionnel, ou les autrances d'un syndicalisme de collaboration ».

Ces formules sont exactes, mais je voudrais aussi revenir sur la conception d'un syndicalisme d'action. La face des choses a changé dans ce pays depuis le milieu de l'année 1958, et que ce soit auprès des pouvoirs publics, que ce soit dans les sphères gouvernementales, que ce soit dans les professions de l'industrie privée, lorsque nous nous trouvons en présence des chambres syndicales patronales, les pratiques ne sont plus tout à fait celles que nous avons connues en cette période favorable de l'activité syndicale que nous avons menée plus particulièrement entre 1955 et le milieu de 1958.

Il y a synchronisation absolue entre la position gouvernementale et la position patronale. Partout, nous nous heurtons à un mur. Face à cette situation, et en vertu des principes assez pragmatiques qui ont toujours animé la C.G.T.-F.O., nous devons donc maintenant situer notre position davantage sur le syndicalisme oppositionnel.

Or, dans ce que nous avons à reprocher à notre Confédération, c'est, vraisemblablement, sur ce plan qu'il faut situer l'essentiel de nos reproches.

L'action syndicale, le problème de l'action directe, lorsque dans les négociations, rien ne peut être obtenu, pose évidemment des problèmes difficiles, délicats dans le cadre du pluralisme syndical. Et que l'on soit à la Fédération des Cheminots, que l'on soit à la Fédération du Bâtiment, à la Fédération des Métaux, ou à la Fédération de l'E.D.F. — et nous pourrions en citer encore d'autres — les difficultés sont sensiblement les mêmes. Lorsqu'il y a échec des réunions paritaires, lorsqu'il y a dégradation constante du standing ouvrier, il faut envisager les voies et moyens d'action.

L'absence de directives, l'absence d'initiatives, de notre confédération dans le domaine de l'action directe est profondément préjudiciable au développement de notre organisation. Je le dis comme je le pense.

Cela est profondément déprimant pour nos camarades, et me situant à nouveau sur le plan de la métallurgie, je crois qu'il y a ici dans cette salle des métallurgistes de Grenoble, de Saint-Nazaire, du bassin de la Sambre, de Saint-Etienne, qui, pendant ces dernières années, ont eu à soutenir des combats difficiles, et jamais à travers les communiqués confédéraux, jamais à travers les communiqués de la C.E. confédérale, on n'a trouvé un mot de solidarité, un mot de soutien à ces actions qui, rappelons-le, étaient cependant indispensables. (Applaudissements.)

La négociation ? Oui, camarades, nous la pratiquons largement. La Fédération des Métaux, nos syndicats locaux, la pratiquent largement auprès des chambres syndicales régionales, toutes les fois que cela est possible, mais nous estimons indispensable, quelquefois aussi, l'action directe, et si la troisième semaine de congés payés est venue, si les retraites complémentaires se généralisent à l'heure actuelle, s'il y a eu des accords Renault, des accords d'entreprises qui se sont développés dans le pays, à partir de septembre 1955, il ne faut pas oublier que tout le processus a été déclenché par les événements vécus au cours de l'été 1955 à Saint-Nazaire, Grenoble, Saint-Etienne, et ailleurs. (Applaudissements.)

SIDRO

Secrétaire général de la Fédération des Employés, SIDRO vient renforcer cette position :

J'ai tenu, après d'autres camarades, à indiquer à ce congrès que s'il est nécessaire d'avoir dans notre organisation une diversité de pensées, il ne faut pas tout de même que ceux qui veulent repenser le syndicalisme entendent laisser croire à l'extérieur que le mouvement syndical n'est pas un mouvement qui, par sa nature même, est en rebellion constante contre l'ordre établi.

Camarades, cela peut paraître à certains un peu théorique. Mais depuis le mois de mai, des militants de la confédération sont inquiets de l'orientation qui est donnée par certains, non à l'intérieur de l'organisation peut-être, non pas dans ses méthodes de travail, mais par certaines formes de pensée qui sont diffusées à l'extérieur de l'organisation et qui semblent avoir trop de prix pour certains militants de la C.G.T.-Force Ouvrière.

Je m'explique : est-ce que nous devons laisser à d'autres seulement le soin de dire et d'écrire que depuis le mois de juin 1958 et plus particulièrement depuis le mois de septembre 1958 nous sommes entrés dans un régime qui oscille entre le Consulat et le régime présidentiel ? Est-ce que, d'autre part, nous ne devons pas continuer de dire dans l'organisation que notre mouvement, qu'on le veuille ou non, est un mouvement de gauche, que bien entendu il ouvre la porte à tous les travailleurs sans distinction d'opinion, mais que le mouvement syndical a toujours réclamé et ne pourra toujours que réclamer les réformes qui, nécessairement, ne sont pas celles de nos adversaires.

Et ces réformes sont naturellement des réformes économiques. J'entendais Felce dire tout à l'heure que nous allions maintenant vers l'administration des choses. Mais cela rajeunit les vieux militants qui sont dans la salle ! Déjà, avant 1914, c'était un thème courant dans le mouvement ouvrier de dire que le gouvernement des hommes devait être remplacé par l'administration des choses ! C'est une thèse proudhonienne, camarades, elle est nôtre.

Je voudrais centrer mon intervention sur le pouvoir d'achat. J'avais l'intention de développer l'action de nos organisations, plus particulièrement l'action directe ; je ne le ferai pas derrière Laval, car le représentant d'un syndicat d'employés ferait pâle mine après le représentant d'un syndicat de métallurgistes.

Nos camarades, dans les entreprises nous disent constamment, parce qu'ils le pensent et parce que c'est vrai, que depuis quelques mois le pouvoir d'achat a diminué. Je trouve mes références dans un rapport de l'administration qui constate que depuis trois ans le pouvoir d'achat des salariés de ce pays a diminué de 2 % pour un homme marié, père d'un enfant, et de 7 % si c'est un homme marié ayant trois enfants et plus.

Or, que nous offre-t-on comme politique économique, pour essayer de relancer l'expansion et de remettre sur les rails l'économie de ce pays ? On nous offre ce que nous avons toujours dénoncé comme une politique de classe. Si nous sommes taxés de démagogues par certains hommes qui n'ont plus rien à voir avec le mouvement syndical parce qu'ils en ont été chassés, eh bien nous sommes des démagogues permanents parce que, pour nous, la revalorisation du pouvoir d'achat et la relance de l'expansion ne doivent pas être antinomiques.

Il est essentiel que notre mouvement syndical dise très clairement que la politique gouvernementale ne peut pas durer. Je ne fais que répéter ce que Bothereau a déclaré dans son discours d'ouverture bien entendu, mais inlassablement il faut dire les mêmes choses, il faut que cela porte à travers le pays, au delà de l'enceinte de notre congrès confédéral.

Pour revaloriser le pouvoir d'achat, il est nécessaire de relancer une politique de salaires car il n'est pas possible que nous acceptions — et pour notre part, nous ne pouvons pas l'accepter — la

théorie de certains qui disent que pour laisser faire le chirurgien — le chirurgien étant M. Pinay, bien entendu — il faut que le malade accepte encore d'autres sacrifices. Mais si le malade est la France, ceux qui ingurgitent les médicaments et qui passent sur la table d'opération ce sont, avant tout, les salariés, il ne faut pas l'oublier ! (Applaudissements.)

Cette politique gouvernementale, pourquoi ne la dénoncerions-nous pas avec vigueur ? Peu importe si le responsable est M. Pinay ou M. Bacon. M. Pinay a au moins l'avantage de faire une politique. Je ne sais pas ce qu'il a dans l'esprit, je sais très bien ce que nous avons dans le nôtre par contre. Au Ministère des Finances, on affirme tout tranquillement qu'on laisse jouer librement les textes légaux et qu'après tout le ministre des Finances n'est pas contre le blocage des salaires, mais dans la pratique il interdit à ce pauvre homme qu'est le ministre du Travail la convocation des commissions mixtes, la convocation des commissions de conciliation. M. Pinay indique très nettement qu'il n'est pas possible de laisser jouer la loi parce que le libre jeu du Code du travail crée un climat psychologique qui est défavorable à sa politique. Nous devons dire qu'elle est beaucoup plus défavorable au sort des salariés et aux conditions qui leur sont faites !

Mais il n'y a jamais eu de Ministère du Travail aussi lamentable que celui qui existe à l'heure actuelle. Il faut que nous le disions ici... (Vifs applaudissements.) *M. Bacon est un pauvre type ; le Ministère du Travail c'est un puits duquel il ne sort absolument rien si ce n'est au moment des consultations électorales où les électeurs ont renvoyé M. Bacon à ses chères études. Donc, dans ce ministère on ne fait rien, on ne tient surtout pas à veiller à l'application de la loi !*

MARÇOT

MARÇOT, secrétaire de l'U.D. d'Alger, expose la situation dans laquelle se débat l'Algérie. La fin du drame algérien ne peut venir que d'une décision politique, dit-il. Il pense que l'indépendance et l'intégration sont également inconcevables : ce sont des mots qu'il faut démystifier.

Examinant le rôle que peut jouer F.O. en Algérie, l'orateur rappelle qu'aux récentes élections à la Sécurité sociale, la Confédération est arrivée en tête du collège algérien. Une grande partie de la population attend de nous que nous traçions le cadre d'une action ouvrière, pour lutter contre les exploiteurs d'hier et nous préparer à lutter contre les exploiteurs de demain.

LE BOURRE

Au moment où LE BOURRE s'avance vers le micro, la majorité des congressistes le hue. Le président doit insister pour que l'orateur puisse s'exprimer.

Il déclare regretter le départ de son ami Lafond. Ensuite, il admet avoir assisté à des réunions avec Rueff, mais nie avoir adhéré au comité Rueff. Il rappelle que de 40 à 45, il était normal d'être en contact d'amitié avec des gens qui n'étaient ni de gauche ni de droite, mais tout simplement patriotes.

Le Bourre n'a fait aucune allusion à la politique de Pinay.

LE VOTE DU RAPPORT MORAL

Répondant aux critiques formulées par de nombreux militants, BOTHEREAU déclare au sujet du cas Lafond qu'il ne s'est agi en aucune façon d'un règlement de comptes ou d'une question personnelle. Ce qui a été reproché à Lafond, c'est son mutisme et le fait qu'il n'ait jamais informé ses collègues du Bureau confédéral. Quand son comportement a été examiné tant au Bureau confédéral qu'à la Commission exécutive, pas une voix ne s'est élevée pour demander qu'il reste en fonction.

Pour ce qui est des griefs d'immobilisme portés par plusieurs orateurs, le secrétaire confédéral les rejette, considérant que F.O. peut inscrire à son actif de nombreuses réalisations.

Bothereau se félicite du nombre et de la qualité des interventions et souhaite qu'elles soient entendues au dehors.

Le rapport moral est ensuite adopté par 11.230 voix contre 1.404 et 339 abstentions.

L'ALGERIE

Les discussions portant sur les rapports des commissions durèrent deux journées entières. C'est dire que les textes furent épluchés. Les résolutions portaient sur les questions suivantes : Jeunesses syndicalistes ; emploi et législation sociale ; politique Rueff-Pinay ; création d'une commission spécialisée dans les problèmes agricoles ; fiscalité ; logement ; communauté européenne et Algérie.

Voici la résolution sur l'Algérie, adoptée par 10.726 voix contre 501 et 305 abstentions :

Le Congrès, conscient des menaces que fait peser sur les libertés et sur les conditions de vie des travailleurs, la poursuite du conflit algérien, rappelle les positions définies par les instances statutaires de la C.G.T.-F.O. réclamant la recherche de la fin du conflit par des négociations sans préalable ni exclusive.

La solution à apporter au problème algérien devra assurer la coexistence, dans le respect de la personnalité humaine, de toutes les communautés ethniques, garantir les libertés démocratiques et notamment la libre consultation des populations, vouloir avec force le développement économique, culturel et social de l'Algérie.

De tels buts seront d'autant plus facilement atteints que sera assurée, d'une part, la primauté du pouvoir civil sur le pouvoir militaire et que seront réalisées, d'autre part, par des investissements importants, une industrialisation rapide de l'Algérie, une réforme agraire en vue d'améliorer d'une façon substantielle le niveau de vie.

Le troisième alinéa de cette résolution, bien que n'impliquant pas explicitement le maintien de la souveraineté française, l'admet implicitement. C'est pourquoi je me suis abstenu au vote. J'aurais voté contre, mais je ne pouvais mêler mes mandats à ceux des syndicats algériens qui s'élevaient contre les mots : « négociation sans préalable ni exclusive ».

Lapeyre demanda que la C.I.S.L., pour tout ce qui concerne l'Algérie, consulte obligatoirement Bothereau, vice-président de la C.I.S.L. et secrétaire général de F.O. Il déclara que la C.I.S.L. n'avait jamais protesté contre les massacres, même pas quand ils frappaient des syndicalistes algériens. Il fit accepter une phrase qui résumait sa demande.

L'UNITE D'ACTION

En fin de congrès, BOTHEREAU, au nom du Bureau confédéral, a présenté une résolution s'opposant à l'action commune.

Le texte dit :

Le Congrès, convaincu que le progrès et la liberté conditionnent le bien-être des travailleurs, estime que les objectifs définis dans ses différentes résolutions ne sont réalisables que dans le cadre du syndicalisme libre.

Il confirme en conséquence que le mouvement Force Ouvrière doit rester lui-même et ne se fier à d'autres disciplines que les siennes.

Le Congrès met les organisations en garde contre toute action commune avec la C.G.T. communiste.

Hébert (Loire-Atlantique) et *Rino* (Employés de Paris) intervinrent en faveur de la résolution. *Malnoë* (Métaux de Saint-Nazaire) et *Charlot* (Alimentation), demandèrent le retrait de la résolution.

Appelé à voter, le Congrès adopta la résolution à une forte majorité.

IMPRESSIONS

Ce congrès fut sensiblement différent des précédents, non seulement en raison du nombre élevé des orateurs qui intervinrent, mais par le sérieux des exposés. La liberté de parole fut entière.

La politique gouvernementale fut catégoriquement condamnée. De vives critiques furent adressées au Bureau confédéral, y compris par ceux qui votèrent pour l'adoption du rapport moral. L'immobilisme confédéral fut fréquemment dénoncé à la tribune. Nombreux furent les orateurs, et parmi eux plusieurs jeunes militants, qui manifestaient le souci d'une politique ouvrière plus active de la part de F.O.

En résumé, il est possible de constater un tournant à gauche, réclamé par le congrès.

Il reste à souhaiter que le Bureau confédéral et la Commission exécutive interprètent fidèlement la volonté exprimée par les congressistes. Si un redressement est opéré, il est hors de doute que la C.G.T.-F.O. deviendra un centre d'attraction pour la classe ouvrière et rassemblera un nombre toujours plus grand de salariés.

Clément DELSOL.

IMPRESSIONS DE DÉLÉGUÉS

En guise de préambule

Avant de donner ses impressions du congrès, le camarade Soffietto nous adresse cette lettre, qui mérite d'être publiée :

Delsol, au cours du Congrès F.O., a bien voulu me demander de faire un papier à votre intention. Je m'étais jusqu'à ce jour contenté de lire les autres, ayant plus de leçons à prendre qu'à donner, et aussi, je croyais plus productif pour le syndicalisme d'agir à l'intérieur.

Ce n'est pas par timidité que je m'abstenais ; ce n'est pas par hardiesse que je viens « tenter » aujourd'hui de livrer ma pensée mais, plus simplement, pour essayer d'informer objectivement ceux qui, de l'extérieur, apportent des jugements quelquefois audacieux et ceux, de l'intérieur, qui attachent aux militants de la Loire « une étiquette » correspondant mal à la réalité.

En tout état de cause, il faut qu'on sache des deux côtés mon attachement, notre attachement, à ce syndicalisme F.O. qui, s'il n'a pas toujours les positions qu'il conviendrait d'avoir, représente malgré tout le seul terrain où pourraient se regrouper les bonnes volontés. Il faut donc les protéger.

J'étonnerais sûrement ceux de mes camarades qui me qualifient de « critiqueur ou de démolisseur systématique » — et ils sont nombreux — en disant que je pense tactiquement valable d'outrer sa pensée à l'intérieur pour faire avancer le syndicalisme, « mouvement » par définition, et que, par contre, il est mauvais de toujours critiquer de l'extérieur, surtout si l'on ne prouve pas par des actes, dans le même temps, son souci de renforcer l'organisation. Mais à l'expérience il apparaît qu'un silence total peut nuire à la connaissance des hommes.

En effet, que d'incompréhensions résultent de jugements à distance et de contacts annuels ou bi-annuels ! que d'énormités proférées, que d'occasions manquées de s'unir... Il en est ainsi cependant et bien souvent tout est faussé entre des hommes faits pour s'entendre et agir en commun. C'est là le premier drame. Il y en a bien d'autres, et de plus graves dont il faudra bien qu'ils se dissipent si l'on veut avancer.

Voilà surtout ce qui me fait sortir d'un mutisme volontaire et calculé. Puisse ma plume ne pas trahir la pensée d'un Congrès, souvent assez floue et difficile à saisir, et, ces quelques commentaires, servir la cause d'un syndicalisme qui, avec ses imperfections et ses insuffisances, reste néanmoins valable par les espoirs qu'il autorise.

Mes amitiés à l'équipe de la « R.P. » à qui je voudrais demander cependant de nous aider en n'écrivant pas, comme Guilloré, qu'il est possible de faire de l'action syndicale en restant inorganisé. Rien n'est possible de l'extérieur et tout est possible de l'intérieur si l'on est suffisamment syndicaliste pour supporter ce qui ne serait pas supportable à un quelconque syndiqué.

Il ne faut jamais se rassembler hâtivement en présence des dangers qu'il est possible de prévoir mais, au contraire, penser très à l'avance à ce qu'il est souhaitable de mettre dans ce rassemblement pour qu'il soit efficace. Je suis pour ma part soucieux d'efficacité et convaincu que Force Ouvrière peut être le terrain du rassemblement qui s'imposera. C'est à ces dangers qu'il faut songer et c'est à la protection des travailleurs qu'il faut s'employer en les faisant se retrouver.

Réfléchissez à cette question et essayez de la traiter sur un plan pratique, la solution ne sera pas aussi loin qu'elle apparaît. — J. S.

L'ESPOIR RENAIT

Le malaise confédéral. — De quoi est-il né ? Sans aucun doute de différentes raisons qui trouvèrent dans les dix mois qui précèdent l'occasion de se concrétiser. L'attitude de Lafond, de Le Bourre sont à n'en pas douter l'élément déterminant qui fit confondre, au gouvernement, l'organisation avec ce qui n'était en définitive que positions personnelles.

Accusée de par ces comportements, de tendance à la collaboration, il était inévitable qu'une confusion se développe et qu'elle ne facilite pas la tâche des éléments sains du bureau confédéral.

Le Congrès a permis de redresser la barre et le hara-kiri de Le Bourre au C.C.N. — qui avait obtenu la majorité de cet organisme — n'est dû en réalité qu'à la défiance manifestée par la majorité des syndicats importants, nullement traduite dans cette instance par le nombre de voix.

Ainsi, ces deux démissions ne manqueront-elles pas de clarifier l'atmosphère et de rendre possibles les actions nécessaires puisqu'il existe, en réalité, une majorité saine et dans la véritable tradition syndicale. Je veux souhaiter qu'on revienne à cette tradition qui demeure, qu'on le veuille ou non, le seul élément susceptible d'infléchir la politique gouvernementale et, partant, de lutter efficacement contre les staliniens.

Des interventions. — Elles furent nombreuses et de qualité. D'aucuns diront et écriront surtout que seuls les opposants se sont exprimés et qu'en réalité la majorité était d'accord avec tout ce qui n'a pas été fait. C'est faux. Aussi insaisissable que soit un Congrès, les habitués, et j'en suis, ne peuvent se tromper : l'ensemble veut un syndicalisme d'action qui n'exclut pas d'ailleurs les participations là où elles sont nécessaires et efficaces.

Le vote sur le rapport d'activité. — Certains pourront interpréter les résultats du vote sur le rapport d'activité, de par la majorité favorable

qui s'est dégagée, comme une approbation tacite des positions confédérales et en déduire que rien n'est changé. Ce serait trop simple. Le ton des interventions, le climat qu'on ressentait et le texte des résolutions démontre le redressement de l'orientation.

Symptômes encourageants. — Parmi les grands problèmes, l'Algérie reste encore celui qui demeure le plus inquiétant, et si le Congrès ne s'est pas passionné comme en 1956 il faut en rechercher la raison dans la presque unanimité réalisée sur les moyens d'y trouver une solution

Certes, pour beaucoup d'entre nous la résolution sortie de ce congrès reste insuffisante quant aux formulations mais, ce qui demeure le plus intéressant, c'est que le courant de pensée, l'interprétation des faits et le jugement de certains militants, correspondent parfaitement à notre pensée profonde. Quelle évolution !...

Dommage que tout cela intervienne trop tard et que nous ayons perdu des années en bagarres internes au lieu de mener l'action indispensable. C'est en définitive un peu notre faute si nous en sommes venus à la crise de régime et ce sera aussi un peu notre faute si le privilège de solder le conflit revient au gouvernement actuel.

Le drame de cet « éventail » composant la confédération, et dont parlait Bothereau, c'est qu'il se révèle impuissant dans les circonstances difficiles et qu'en définitive Force Ouvrière n'a de position que lorsque celle-ci est devenue la position de « tout le monde ». L'Indochine dans ce domaine ne nous avait rien appris ; l'Algérie risque si l'éventail reste ce qu'il est, de ne rien nous apprendre non plus parce qu'il faudra ménager ceux que l'action effraye et dont l'internationalisme s'arrête aux frontières quand ce n'est pas aux portes de la cité.

Il m'a semblé pourtant que du secteur privé en particulier se dégageaient des espérances. De jeunes militants, ils sont nombreux, croient davantage aux vertus de l'action ouvrière qu'aux résultats des multiples organismes où il nous faut bien siéger. L'espoir renaît en nous après ces constatations et notre tâche quotidienne nous sera moins pénible.

Tu avais raison, Tharreau, de dire « lorsqu'on ne veut rien faire qu'au moins on ne nous gêne pas » et j'ajouterai pour ma part : « qu'on nous fasse confiance ». Car bon dieu ! nous y avons droit, à cette confiance. Où l'avons-nous trahie ? Serait-ce Tony Peyre qui n'aurait pas bien servi Force Ouvrière ? Où alors aurait-il laissé sa santé si ce n'est en cherchant, dans le même temps, à améliorer le sort des travailleurs et à renforcer l'organisation ?

Tu avais raison, Laval, d'applaudir aux réalisations (UNIRS, ASSEDIC, etc.) et de dénoncer l'isolement ressenti par nos copains lorsqu'ils sont en lutte. La Confédération leur doit un salut et un merci. Elle devra y songer.

Tu avais aussi raison, Cahn, de signaler qu'il nous manquait une doctrine. Elle manque surtout aux jeunes qui ne peuvent être attirés que par ce qui est beau, ce qui est noble et aussi « ce qui bouge ».

Tu avais enfin raison, Renard, il faut être « ambitieux », c'est mieux encore « que d'être fier » et c'est plus exaltant (à la forme impersonnelle).

Quelques fausses notes, bien sûr, tel ce camarade qui appartint au mouvement du 13 Mai. Ce n'est pas grave. Le reste dominait.

De ce Congrès, Bothereau, tu devais sentir non pas une condamnation mais un encouragement. Le comportement de l'opinion au lendemain du 13 Mai t'avait rendu prudent pour l'organisation. L'appel permanent des sirènes à notre intention t'effrayait aussi. Mais tu as écouté. Tu as vu et tu n'as pas pu ne pas sentir aussi que tu pouvais t'appuyer sur les militants de base et aller de l'avant.

Il faut que le Congrès soit suivi. Il faut que l'appel aux enseignants soit aussi entendu de ces camarades et il peut l'être si les perspectives sont telles qu'elles leur offrent des possibilités qu'ils ne peuvent avoir sur le seul plan corporatif.

Les problèmes essentiels. — Ils furent tous examinés et c'est sans aucune ambiguïté que le Congrès demanda :

— la fin du conflit algérien par une négociation sans exclusive ni préalable ;

— l'aide généreuse aux pays de la communauté ;

— le rétablissement du pouvoir d'achat amputé par les conséquences prévues et souhaitées du plan Rueff ;

— le développement des nationalisations ;

— l'institution d'une véritable démocratie économique impliquant la disparition de la société capitaliste.

Il reste le plus difficile à faire : ouvrir la voie aux réalisations.

Ces réalisations sont-elles possibles ? — Je le crois et ce serait une certitude si nous arrivions à reconstituer un mouvement syndical puissant. Voilà un de nos premiers objectifs dont je pense qu'il pourrait dépendre de l'attitude des enseignants. S'ils décidaient de nous rejoindre — en pleine liberté et en restant majeurs — le plus difficile serait fait.

Puissent-ils prendre conscience du rôle qu'ils pourraient, s'ils le voulaient, jouer.

En guise de conclusion : Je veux espérer que tous ceux qui ont la charge des responsabilités du sommet comprendront le sens d'un Congrès qui fut l'un des meilleurs de la C.G.T.-F.O. S'ils le comprennent, alors, des espoirs seront permis au syndicalisme et à travers lui aux travailleurs.

J. SOFFIETTO.

UNE VOLONTÉ D'AGIR

Le 6e Congrès de la C.G.T.-F.O. est terminé.

La vaste salle du Palais de la Mutualité a vu se dérouler, durant 4 jours, des débats passionnés et parfois même houleux. Le nombre des délégués venus à ce congrès, de tous les coins de la France et des territoires d'outre-mer, montrait, s'il en était besoin, l'importance du mouvement syndical libre représenté par la Confédération Force Ouvrière.

A la scission, un grand espoir se dessinait lors de la naissance de cette centrale après la dure séparation qui avait été imposée à la minorité de la C.G.T.

Il faut dire que cet espoir fut quelque peu déçu, et ce sera le propre de ce congrès d'avoir vu les militants se dresser enfin résolument pour reprocher au bureau confédéral l'immobilisme dans lequel il n'a cessé de s'enfermer durant ces dix années.

L'anticommunisme étant le « cheval de bataille » de nos « bonzes », il s'est avéré qu'en haut lieu on a préféré le *splendide isolement* et l'*inaction* à seule fin de ne jamais se retrouver ou avoir un semblant de partie liée avec la Confédération voisine à direction politique.

La grande majorité des orateurs s'est faite l'interprète du sentiment de la base.

Pourquoi n'avoir pas engagé l'action au moment même où le système politique actuel s'en prenait à l'édifice social et aux conquêtes enlevées de haute lutte par les travailleurs au prix de combien de sacrifices ?

Les critiques apportées à la tribune reçurent une large approbation des congressistes.

Certes, il y eut bien des gens satisfaits, mais ils furent peu nombreux.

La volonté d'*agir* marqua ce congrès.

C'est ce qui le différencie des précédents.

La politique réactionnaire et antisociale du gouvernement y fut sévèrement critiquée et combattue.

La volonté bien définie des camarades de ne pas se laisser entraîner vers des lendemains qui pourraient être tragiques pour la classe ouvrière, tant au travers de la soit-disant « association capital-travail » sous le couvert de « l'intéressement des travailleurs à l'entreprise », qu'à une collaboration néfaste avec le gouvernement, montre le sérieux et la qualité apportés aux débats.

Le douloureux et délicat problème de l'Algérie marqua encore une fois ce congrès, et si la résolution présentée à ce sujet fut votée par mandats à une très large majorité, il est regrettable, et nous sommes quelques-uns à le regretter, que le troisième paragraphe vienne, à mon avis, démolir tout ce qu'il y avait de juste, d'humain et de constructif dans les deux précédents. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'un certain nombre d'entre nous nous sommes *abstenus*, ne voulant pas, en votant *contre*, mélanger nos voix avec les partisans de la *paix* par la *force*, c'est-à-dire par les armes.

Les questions européennes et internationales y furent aussi largement débattues et le représentant officiel de la C.I.S.L. ne fut pas toujours ménagé, mais ça, *c'est la liberté d'expression*.

Tous ont parlé en toute liberté, y compris *l'homme de Pinay*. J'ai cité : *Le Bourre*. Il n'eut pas la tâche facile, mais il faut reconnaître qu'il se tira fort bien des attaques dont il avait été l'objet : attaques justement méritées d'ailleurs. « C'est un homme qui en connait un bout pour noyer le poisson » : J'ai bien assisté à des réunions du comité Rueff, mais je n'en ai jamais été adhérent. »

Dans son exposé introductif, discours fleuve, Bothereau, après avoir fait un large tour d'horizon et exprimé les espoirs qu'il fondait sur l'avenir de notre centrale, tout en laissant le congrès souverain quant à ses décisions, effleura le cuisant problème de l'Unité d'action. Il faut en toute franchise reconnaître qu'il le fit loyalement. Aussi ne faut-il pas s'étonner lorsque, en fin de congrès, se faisant luimême rapporteur d'une résolution dans laquelle on ne *condamnait pas l'Unité d'Action, il mettait en garde les syndicats contre les dangers de l'unité d'action avec la C.G.T. communiste*.

Gros progrès certes quant aux positions prises par rapport aux congrès précédents. On sentait que l'esprit réaliste se manifestait *enfin* parmi les dirigeants confédéraux.

Mais pourquoi n'y dénonce-t-on que la C.G.T. communiste ?

La Direction, peut-être, sûrement.

La masse des syndiqués C.G.T. n'en est pas pour autant communiste

Le danger n'est pas *seulement* et plus *spécialement* de ce côté ; cet avis fut largement développé à la tribune, le texte n'en fut pas moins voté à une très large majorité, ce qui, je pense, constitue tout de même un progrès marqué de l'*ancienne* minorité.

Je dis l'*ancienne* minorité, laquelle malheureusement n'était pas au grand complet dans ce congrès.

Sans parler des Lafond et Le Bourre, nous voulons dire que celui que *toute la presse, à l'approche de nos assises* faisait *le champion de l'opposition :* Hébert, secrétaire de l'U. D. de la Loire-Atlantique, nous a profondément déçus. A quels revirements il nous a fait assister !

Quoi qu'il en soit, le nouveau Bureau confédéral, amputé de ses éléments indésirables, se devra de répondre par l'*action* à l'appel de ceux qui font *encore* confiance dans le mouvement syndical libre.

R. CHAUVEAU,
Secrétaire C.G.T.-F.O.
du Groupement gazier de production
de la région parisienne.

ON A TROP « NOYÉ LE POISSON »

Quoique n'étant plus très jeune, c'est la première fois que j'assiste à un congrès confédéral.

J'ai participé à plusieurs congrès corporatifs régionaux ou nationaux, mais je n'avais jamais eu cette impression de « j'm'enfoutisme » que j'ai ressentie au congrès confédéral.

J'avais pensé que la plus haute instance du monde du travail, surtout dans les moments critiques que nous traversons, aurait dû être animée d'un plus grand sérieux, et cette réflexion vaut aussi bien pour les membres des bureaux de séance que pour beaucoup de délégués qui ne m'ont pas paru être venus au congrès pour y faire un travail qui puisse avoir une répercussion sur leur action syndicale.

Je ne pense pas qu'un congrès confédéral doive être un moyen pour quelques ténors du syndicalisme de « charmer par le geste et la parole » l'ensemble des délégués. Pourtant, si le silence le plus grand était observé pour les secrétaires confédéraux et quelques rares autres camarades, il n'en était pas de même pour toutes les interventions, et les rappels à l'ordre des présidents de séance ne suffisaient pas toujours à faire cesser les conversations particulières.

Cela pour la tenue générale du congrès.

Pour les travaux du congrès proprement dits, j'ai eu l'impression que, par moments, on « laissait traîner », puis immédiatement après, avec une habileté qui tenait de la prestidigitation, les travaux se déroulaient avec une extraordinaire rapidité.

Après le rapport moral, quelques camarades purent tenir la tribune assez longuement ; ensuite on dut limiter le temps de parole dans des conditions qui ont pu paraître un peu troubles. Je ne peux pas dire que la liberté de parole ait été brimée, mais je crois qu'à l'avenir on pourrait organiser le travail d'une façon plus rationnelle, en changeant par exemple, les horaires des débuts de séance, en laissant un peu plus de temps dans les coupures pour permettre aux congressistes d'aller déjeuner et d'être à l'heure à la reprise des travaux. Je ne veux pas dire que cela soit voulu, mais je regrette que des questions qui auraient dû être discutées sérieusement l'aient été dans un tumulte et un désordre qui facilitaient l'escamotage de certains problèmes dont l'étude n'aurait pas été inutile pour beaucoup de congressistes.

Je ne pense pas qu'un tel congrès ait l'approbation de l'ensemble des ouvriers adhérents à Force Ouvrière. Il me semble qu'on devrait mettre moins de questions à l'ordre du jour, mais en discuter à fond deux ou trois.

C'est peut-être que je ne suis pas un intellectuel et que je reste trop insensible au « charme de la parole et du geste », mais je n'approuve pas absolument la façon dont on a « noyé le poisson » au congrès confédéral.

J'espérais un congrès plus mordant qui aurait mis la Confédération dans l'obligation de prendre des mesures pour avoir davantage l'agrément de l'ensemble des travailleurs. Si certains ont regretté l'immobilisme de la confédération lors des événements de mai 58, je pense qu'ils n'ont pas tort, mais que, dans l'ensemble, il n'y en a peut-être pas beaucoup qui se sentaient chauds pour descendre dans la rue à cette époque. Si l'ensemble des syndicats de base avait poussé à l'action, il aurait bien fallu que celle-ci se fasse. Beaucoup peuvent faire leur *mea culpa*.

L'avenir très prochain nous dira si l'immobilisme a payé... Ne dit-on pas qu'il n'y a que celui qui ne fait rien qui ne se trompe pas ?...

Emile MENU.
délégué mineur
Fédération de Courrières.

Chronique de l'Union des Syndicalistes

LE PREMIER MAI ET LE M.S.U.D.

Les Premier Mai d'aujourd'hui ont perdu leur caractère de combat. Hier, ils jalonnaient l'histoire ouvrière. « L'Histoire du Premier Mai », œuvre remarquable de notre camarade Maurice Dommanget, n'est pas autre chose qu'une histoire générale du mouvement ouvrier s'étendant sur plus d'un demi-siècle de revendications et de conquêtes. Les « manifestations » du Premier Mai 1959, on aurait vite fait d'en écrire l'histoire.

C'est que nous sommes dans une période de reconstruction. Le M.S.U.D. (Mouvement Syndical Uni et Démocratique) l'a compris ; sa participation au 1er Mai de cette année n'a sans doute pas été spectaculaire. Il est bien pourtant qu'il l'ait employé à poursuivre l'étude des bases d'un mouvement syndical moderne, et cependant s'inspirant des sources vives du syndicalisme, se renouvelant, se rajeunissant en restant néanmoins fidèle aux principes de ses promoteurs dont on l'a fait malheureusement déroger.

Les dirigeants du M.S.U.D. ont organisé, ce 1er Mai, un colloque de militants sur le sujet des « structures » d'un mouvement syndical ainsi rénové. Cette réunion s'est tenue à La Verrière, dans une maison de la Mutuelle de l'Education Nationale.

On voit le thème : l'organisation syndicale s'édifie sur deux plans, le plan vertical : syndicats, fédérations de syndicats, confédération ; le plan horizontal : unions locales, départementales, régionales de syndicats d'industries différentes. Cette double structure a, elle aussi, une histoire dans le mouvement syndicaliste français ; dans l'esprit des pionniers, elle répondait au double objectif de l'amélioration de la condition ouvrière et de la transformation sociale.

Doit-elle aujourd'hui être maintenue ? La C.G.T. dont le M.S.U.D. prépare la reconstruction devra-t-elle s'édifier encore sur cette double base ? On voit l'importance de la question qui n'est pas seulement d'organisation, mais bel et bien d'orientation. Les corporatistes qui limitent la compétence du syndicat à la défense des conditions de travail dans chaque industrie se contenteraient bien de la structure verticale : syndicats et fédérations. Mais l'importance de la structure horizontale qui unit en dehors du métier pour des revendications plus générales, n'échappe pas aux vrais syndicalistes pour qui la compétence des syndicats est « universelle » et qui ne cachent pas leur volonté révolutionnaire.

L'articulation de ces différents syndicats ou unions de syndicats doit cependant sauvegarder l'autonomie de chaque organisation de base : tel est également le souci, non moins fondamental, des promoteurs de cette discussion. Celle-ci fut ouverte par la présentation d'un avant-projet de résolution défendu par le camarade Lacarce (de la Fédération Autonome des Fonctionnaires). Forestier y ajouta un essai d'analyse du devenir économico-social de la société contemporaine caractérisée par un développement du secteur « tertiaire » (croissance de la production de services, à côté de la production d'objets, devait dire Lapeyre), par des transferts et mutations dans la classe ouvrière, par la prédominance des techniciens et « cadres ».

Des différentes interventions que nous entendîmes, il ressort — et nous nous en félicitons ici — que les organisations syndicales locales doivent être maintenues et renforcées par la définition précise des tâches qui leur incombent afin de leur donner une vigueur nouvelle, car les orateurs n'ont pas manqué de souligner leur affaiblissement actuel. Toutefois, je dois à la vérité de dire que quelques-uns des camarades que j'ai entendus m'ont paru sous-estimer grandement « la structure horizontale », au moins au début de la discussion, car il semble que la discussion les ait amenés, selon moi, à une plus juste appréciation. Il reste que je ne cacherai pas à Lapeyre que sa conception des unions départementales ne me donne pas satisfaction, en particulier son projet de financement de ces unions « par le haut » qui les rendrait tributaires du bureau confédéral. Forestier a bien fait, je crois, de s'insurger contre cette idée.

Notre ami Louis Mercier devait amener, dans cette discussion animée, la contribution positive de l'Union des Syndicalistes. Il illustre par des exemples les tâches trop délaissées par les unions départementales (ou régionales) : problèmes économiques spécifiques d'une localité ou d'une région, problèmes de l'emploi, du logement, problème des travailleurs immigrés (La discussion devait en mettre d'autres en évidence : éducation permanente, formation de militants, organisation des loisirs). Mercier montra que l'activité réelle des unions locales était justement de nature à battre en brèche les manœuvres de « politisation » dont certains camarades dénonçaient le danger, non sans raison d'ailleurs. Il donna son opinion sur la question générale des changements de structure dans le monde capitaliste comme dans le monde ouvrier, question qui, je l'ai dit, avait été soulevée par Forestier et approfondie par plusieurs interventions de Ruff. « Il y avait aussi, il y a cinquante ans, dit Mercier, des masses d'ouvriers sans métier bien défini, des manœuvres. » Il montra la nécessité de faire une différenciation parmi les cadres, appuya sur le danger de la technocratie et sur le fait que les dirigeants syndicaux eux-mêmes tendaient à devenir des « managers ». « Le développement social, tel qu'on le décrit ici, n'est pas inéluctable. Nous pouvons nous y opposer, dit-il (avec l'approbation de Forestier) ; nous ne nous contentons pas de le constater ; nous avons aussi l'ambition de le transformer. »

Le camarade Letonturier fit la distinction entre ouvriers de métier et ouvriers de fabrique, à l'époque des origines du syndicalisme. « Une partie des cadres, dit-il, c'est le patronat réel. La ligne de partage des classes passe aujourd'hui au travers des cadres. »

Ce problème des « cadres » prit, on s'en doute, une grande part de la discussion. On aborda, pour la reprendre plus tard, la question de la place qui devait leur être faite dans la centrale syndicale, de la forme d'organisation qui permettrait à la fois de sauvegarder leur autonomie, la spécificité de leurs revendications, et de les lier pourtant, au maximum, avec les travailleurs d'exécution de leur branche industrielle.

Un document doit résumer cette discussion, très sérieuse et très utile on le voit ; il doit faire la synthèse des opinions émises. Nous ne manquerons pas de le faire connaitre aux lecteurs de la « R.P. ».

Je le répète : par cette participation modeste, mais féconde, à ce 1er Mai 1959, le M.S.U.D. aura été fidèle aux gloires des Premier Mai d'antan et digne de celles qu'il prépare pour les Premier Mai de demain.

LE CONGRES F.O.

Ce numéro de la « R.P. » fera sans doute une assez large place au Congrès de « Force Ouvrière ». On n'imaginerait pas qu'il en soit autrement. Je voudrais seulement donner dans cette rubrique quelques impressions personnelles, les impressions de quelqu'un, je ne dirai pas : du dehors, mais qui, n'étant pas nourri dans le sérail, n'en connait certes pas tous les détours. Je n'ai assisté, comme auditeur, qu'à deux séances de ce congrès, mais j'en ai recueilli des échos divers ; c'est assez pour avoir été frappé de quelques étonnements que je voudrais, ici, faire partager.

A tout seigneur, tout honneur : Lafond et Le Bourre ont démissionné du bureau confédéral, l'un avant le congrès, l'autre après. Je ne crois pas que beaucoup de pleurs soient versés sur ces départs ; disons, pour plaire à Hébert, que cette double démission traduit l'auto-défense de F.O. contre les tentatives « d'intégration ». J'ai entendu Bothereau dire qu'il espérait que Lafond n'irait pas jusqu'à des positions très éloignées de celles de F.O. C'est là où mon premier étonnement commence : j'ai bien dit que Lafond et Le Bourre avaient démissionné « du bureau confédéral » ; naïvement, je m'imaginais les retrouver dans leur fédération, ou leur syndicat, Lafond chez les cheminots et Le Bourre au spectacle. Mais il ne parait faire de doute pour personne que dire qu'ils démissionnent du bureau confédéral, cela veut dire qu'ils démissionnent des syndicats (1). Je suis d'un temps où secrétaire confédéral n'était pas une profession, où l'on était d'abord cheminot et où l'on se retrouvait cheminot, avec tous les droits que cela comporte, si d'aventure on était amené à quitter une fonction syndicale quelconque. Il faut croire que je n'ai pas compris certains « changements de structure ». Les dirigeants syndicaux seraient-ils devenus des « managers », comme il a été dit au paragraphe précédent ?

Deuxième étonnement : à ma connaissance, il n'a été fait dans ce congrès aucune allusion au M.S.U.D., pas la moindre. Que mon camarade Lapeyre ne m'en veuille pas ! Il m'apprendra les usages et les règles élémentaires du savoir-vivre dans F.O. Mais je m'imaginais — toujours aussi naïvement — qu'ayant la chance d'avoir dans F.O. un des trois grands pionniers du M.S.U.D., nous en entendrions parler au moins un peu. Sera-t-il écrit que la tribune de la C.G.T. se sera montrée plus ouverte aux échos de ce mouvement d'unité syndicale que celle de Force Ouvrière, comme le laisse espérer le secrétaire du Livre de Saint-Etienne ?

Troisième sujet d'étonnement : la position prise par Alexandre Hébert, représentant habituel, dans ces congrès, du syndicalisme révolutionnaire. Je dis tout de suite que je ne doute pas que les explications que Hébert nous donnera, qu'il a promis de nous donner, n'effacent mon étonnement. J'ajoute que je n'ai pas entendu sa première intervention sur le rapport moral. Je n'ai eu que les impressions, généralement attristées, de divers camarades que je peux considérer comme proches de « l'Union des Syndicalistes ». Je l'ai seulement vu, au cours de la dernière séance, voler au secours du bureau confédéral qui ne me paraissait pas en avoir un besoin tellement urgent ; c'était pour la motion sur l'unité d'action (ou plutôt contre l'unité d'action). Sans entrer dans le fond du débat — sur lequel j'ai pourtant une opinion très ferme — je n'ai pas été tellement surpris que quelques camarades trouvent étrange que ce soit précisément Hébert qui vienne appuyer chaleureusement sur ce point le bureau confédéral. Mais je ne jurerais pas que ce ne soit Hébert qui ait raison...

J'aimerais seulement comprendre un peu mieux. Je me suis adressé à Lambert qui — autre sujet d'étonnement — a approuvé sans réserve la position de Hébert. Comme lui, il m'a mis en garde contre « la phrase gauchiste » et, comme lui, il m'a fait valoir que « le rapport des forces » n'était plus en faveur de la classe ouvrière. Ah ! ce fameux « rapport des forces » ! J'admets, en effet, qu'il s'est modifié. J'avoue que je ne vois pas très bien pourquoi, de ce fait, le bureau confédéral n'a plus droit qu'à des louanges. Et puis, comment Lambert saura-t-il que le rapport des forces est en train de se modifier à nouveau, et cette fois en faveur de la classe ouvrière ? Quand Lambert s'en sera rendu compte, il voudra bien nous le faire savoir au plus vite.

●

Je regrette de n'avoir pas entendu les interventions de Laval et de Soffietto qui firent du bureau confédéral une critique positive et mesurée et qui eurent, je crois, l'oreille du congrès. Je suis tombé sur la fin de la discussion du rapport moral, sur le discours de Le Bourre et sur la réponse générale de Bothereau. On pourrait faire, à la façon classique, un parallèle de ces deux hommes. Ai-je besoin de dire qu'il serait à l'avantage du second ? Je dirai de Bothereau que c'est un réformiste qui n'a pas honte de son réformisme. Ce qui me plait en lui, c'est qu'il « n'en installe pas ». Il déclare lui-même : ce que je dis n'est pas parole d'évangile. Vous ne trouvez pas cela rare ? Il met à l'actif de son bilan « le freinage de l'autoritarisme » et déclare curieusement : « Grâce à F.O., il n'y a pas eu d'excès d'autoritarisme (sic) ». Et il conclut simplement : ici, on est libre et on peut travailler. Cela ne doit pas être complètement faux.

J'ai lu le livre de Le Bourre « Le Syndicalisme français dans la Ve République » (tout un programme). Je ne refuse pas éventuellement d'en parler. Mais j'estime que les quelques mots polis que j'ai dits, la dernière fois, à Claude Harmel, constituent pour le moment une réponse suffisante au bouquin de Le Bourre. A son propos, il suffit d'employer ce mot que César se refuse toujours à employer : celui d' « intégration ». L'apparition de Le Bourre à la tribune du congrès confédéral fut saluée de mouvements, rumeurs et bruits divers, mais il put s'expliquer — si je puis ainsi dire — dans le silence. Il commença par une défense assez nuancée de Lafond ; puis, après une déclaration très « résistancialiste » (on ne demandait pas alors, dit-il, si l'on était ouvrier ou bourgeois !), il entreprit de justifier ce qu'il appela lui-même « ses amitiés particulières ». Nous entendîmes donc une défense et illustration d'une « économie politique moderne » dans laquelle le Sahara tint son rôle, mais surtout une dénonciation définitive du « verbalisme révolutionnaire », de « l'ouvriérisme abstrait » et des « méthodes sclérosées de 1900 ». Le Bourre termina sa magnifique intervention par une charge contre les enseignants, les intellectuels, contre François Mauriac « qui nous a fait tant de mal » (méditez sur cela !) et même contre Einstein, « l'inventeur de la boite d'allumettes... de la boite d'allumettes qui mettra le feu au monde ! » (Je jure que, moi, je n'invente rien !).

Mise à part cette dernière découverte, je ne vois pas pourquoi Le Bourre a l'air de croire sérieusement que ce qu'il dit a un caractère spécial d'au-

---

(1) Si j'en crois l'hebdomadaire « Force Ouvrière » du 30 avril, ce que je viens d'écrire ne tient pas, au moins en ce qui concerne Le Bourre. Il paraît que celui-ci va « se consacrer à sa fédération d'origine, la Fédération Syndicaliste des Spectacles ». Enregistrons, avec satisfaction.

dace et de nouveauté. C'est aussi le jugement que le « Monde Libertaire » porte sur son « ouvrage » concernant « le Syndicalisme dans la Ve République ».

Sur le congrès lui-même, « Le Monde Libertaire » écrit que « sous la pression de la base », il s'est orienté à gauche. Moi, je le veux bien et, si cela est vrai, je salue cette heureuse modification du « rapport de forces ».

R. GUILLORÉ.

Où René Belin règle son compte au syndicalisme révolutionnaire

Qui lit la « Revue des Deux Mondes » ?

Les Français qui ne se compliquent pas la vie se repaissent de « Paris-Match ». Ceux qui ont des aspirations humanitaires, de juvéniles indignations (ça se porte à tout âge), la tripe républicaine ou des aigreurs d'estomac, mais tout cela avec une grande confusion dans l'esprit, se jettent avidement sur l'« Express » ou « France-Observateur ». Un cran au-dessus, de bons jeunes gens de l'intelligenzia ou des patronages découvrent audacieusement un jeune sociologue et prophète nommé Karl Marx, que leur révèlent « Esprit » ou les « Temps Modernes », et adorent un Etre désincarné, saignant de sept plaies mystiques, dont ils disent que le Règne arrive, et qui est pour eux le « Prolétaire ».

Mais qui lit la « Revue des Deux Mondes » ? Elle paraît, dans sa couverture saumon, est dirigée par un M. Gignoux, qui a fait bien d'autres choses, et après tout vaut bien d'autres revues où se perpétuent des traditions ou s'en créent de nouvelles, en marge des événements et avec, sur eux, un retard chronique de quelques rames de métro.

René Belin y écrit, et il y règle son compte au syndicalisme révolutionnaire.

Règlement de comptes. Oui, c'en est un, et soigné. Qu'il a dû l'attendre et le méditer ! Combien de nuits les fantômes de Pelloutier et de Griffuelhes sont-ils venus le tirer par les pieds ? Quelle grande part avait eu dans cette légère erreur d'appréciation de 1940, qui a coupé court une belle carrière si bien commencée, cette maudite Charte d'Amiens ? On ne le saura jamais, à moins que le psychiatre habituel de René Belin ne se délie tout à coup du secret professionnel et ne déballe le paquet.

Mais le syndicalisme révolutionnaire, donc. Le rédacteur de la revue saumon prend le ton objectif qui y convient. Il se veut et se voit sincèrement objectif peut-être. On ne sait jamais.

Voilà : il y a tout de suite un mot définitif : l'« énorme simplicité dans l'invention mythique » des syndicalistes de la première C.G.T. On embraye là-dessus, et tout s'ensuit et s'enchaîne.

Bakounine, le prince (on souligne) Kropotkine, Jean Grave, qui « terminera fort bourgeoisement son existence en qualité d'époux légal d'une richissime étrangère », et les autres « théoriciens de l'anarchie » en prennent de bons coups. Bien sûr, Pelloutier, Merrheim, sont « hautement préoccupés de morale », alors qu'ils professent les opinions les plus extrémistes ». Bizarre, n'est-il pas vrai ?

Et de citer cette « étonnante profession de foi » de Pelloutier : « Nous sommes [...] les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures, y compris celle du prolétariat. » Combien étonnant, et loin du réel !

Il n'y a pas lieu d'insister. Le curieux exercice de l'ancien ministre de Vichy m'a paru mériter d'être signalé aux lecteurs de la « R. P. », en raison surtout de son ton rageur. Mais il vaut plus encore par ses omissions. Rien du contexte, du climat de ces années de 1890 à 1912. Rien sur ce qu'était le patronat de ce temps-là et sur ce que représentaient alors les forces respectives des différentes classes et des groupes sociaux dans « la nation » et dans l'Etat. Rien sur cet immense renouveau moral, sur cet apport d'oxygène qui agitèrent et transformèrent si profondément, du fait du syndicalisme révolutionnaire, les masses ouvrières et, pris un à un, tant et tant d'individus. Rien du retentissement, souvent très direct, sur les institutions dont Belin constate simplement l'évolution, comme si elle était allée de soi, du bouillonnement syndicaliste. Notre ex (très ex)-militant n'a rien su de cela. Cas singulier d'obnubilation.

Il faut être juste pourtant. Une affirmation de René Belin mérite attention. Cet « ouvriérisme » de « l'époque héroïque » s'est révélé « incapable d'organiser les ouvriers français. En sorte que lorsque le communisme se présentera en 1919, il aura le champ libre ».

Il y a là, à mon sens (tant pis si je heurte quelqu'un), un problème véritable et qui justifie un examen résolument objectif. On ne fait pas, bien sûr, l'Histoire avec des si. Mais on peut se demander ce qu'aurait donné, face au stalinisme et à ses séquelles, un syndicalisme à la Keufer ou, disons, à la scandinave.

Ce problème se pose donc, peut-être. Pour le surplus, il vaut parfois, pour s'ébaubir, de lire la « Revue des Deux Mondes ».

Albert JACQUES.

L'ouvrage d'Alfred Rosmer

En tête du deuxième volume du « Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale », Rosmer a tenu à inscrire ces lignes d'Albert Mathiez :

« Si l'Histoire, pourtant, n'est que la politique « du passé, comment n'éclairerait-elle pas la « politique du présent ? Si les mêmes problè- « mes se représentent à travers les années, « comment serait-il inutile de savoir quelles so- « lutions diverses ils ont reçues ? et au milieu « de quels obstacles ? »

L'importance historique de Zimmerwald est indéniable, mais plus important encore est l'enseignement qu'il apporte aux travailleurs dans leurs grands combats, particulièrement dans celui d'aujourd'hui : comment, dans les périodes de crise profonde, quand tout semble perdu, emporté par un courant paraissant irrésistible, un groupe d'hommes, peu nombreux, semblant ridiculement faibles, mais résolus à tenir contre le courant, à maintenir les principes oubliés ou bafoués, préparent les victoires de demain.

●

L'édition du deuxième volume d'Alfred Rosmer ne va pas aussi vite que nous l'aurions désiré. Le manuscrit est entre les mains des imprimeurs, mais la composition n'est pas encore commencée.

Nous avons reçu déjà presque une centaine d'inscriptions. Rappelons qu'il nous en faut mille pour atteindre l'objectif. Rappelons aussi qu'il ne faut pas nous envoyer l'argent pour le moment. C'est seulement lors de la sortie du livre qu'il conviendra de régler les souscriptions annoncées.

Notes d'Economie et de Politique

QUI N'A PAS SON PLAN ?

Je ne connais rien de plus amusant que tous ces plans qui fleurissent présentement à raison de plusieurs par semaine — plans de diplomates, plans de généraux, plans de politiciens, plans d'amateurs — dont le but est de mettre fin à la « guerre froide » en résolvant la question de Berlin, ou, les plus ambitieux, celle de l'Allemagne.

Tout se passe comme si l'on se trouvait là en présence d'un problème purement technique, dont la solution est tout juste affaire d'intelligence et d'imagination.

Nos faiseurs de plans semblent s'imaginer que tout le mal vient de ce que les troupes russes et les troupes occidentales sont en contact à Berlin et le long de la frontière des deux Allemagnes, et que, le jour où ce contact disparaîtrait, le jour où l'on n'aurait plus à craindre ni « incident de frontière », ni attaque terrestre instantanée, tout serait résolu.

Mais non ! rien ne serait résolu ! Car il est enfantin de croire que la guerre ou la paix puisse encore dépendre d'un « incident de frontière » ou du fait que les troupes sont, ou non, à pied d'œuvre pour traverser la frontière.

Voici quatorze ans que soldats alliés et soldats russes sont en contact et tous les incidents qui ont pu se produire entre eux ont été réglés ou laissés indéfiniment en suspens, sans qu'il y ait jamais eu la moindre crainte que l'un d'eux n'entraîne la guerre.

Car la guerre est maintenant chose bien trop grave pour qu'on s'y laisse entraîner au hasard des circonstances. L'entrée en guerre de l'un quelconque des adversaires ne sera que le produit d'une décision soigneusement calculée, longuement mûrie, et si c'est un incident de frontière qui en est le prétexte, on peut être certain que cet incident aura été voulu et organisé dans ce but par celui qui s'était décidé à la guerre pour de tout autres raisons.

Quant à la protection contre une attaque surprise que peut donner à un Etat le fait que les troupes de l'adversaire éventuel sont maintenues à plusieurs centaines de kilomètres de la frontière commune, qu'est-ce qu'elle vaut aujourd'hui où les avions d'assaut et de bombardement volent à mille kilomètres à l'heure et où les fusées parcourraient l'espace neutralisé en quelques minutes !

Le problème n'est donc pas un problème technique ; c'est un problème purement politique, un problème d'expansion territoriale, un problème où se trouve seulement en jeu la « volonté de puissance », et qui ne peut donc pas se résoudre par un plan, si astucieux soit-il.

La seule question aujourd'hui posée est celle-ci : l'empire russe demeurera-t-il dans ses limites actuelles, y sera-t-il « contenu » pour employer une expression chère au Département d'Etat, ou bien va-t-il en déborder en s'emparant, soit par grignotages successifs, soit d'un seul coup, de l'Europe occidentale ?

La réponse est affaire de force.

Ou bien les Russes se sentiront assez forts pour reprendre, en commençant par Berlin, leur expansion arrêtée après le « coup de Prague », et les Occidentaux n'auront que le choix entre la soumission et la guerre, ou bien les Russes fainbliront, le risque leur paraîtra trop gros, le cœur leur manquera, ils préféreront attendre une occasion encore plus favorable, et l'Europe pourra respirer, au moins pour un temps.

Il est vrai que certains envisagent une troisième solution. La solution qui consiste à se débarrasser d'une bête qui vous poursuit en lui jetant une proie ; pendant qu'elle la dévore, elle vous laisse tranquille. C'est la solution de Munich. Ces incorrigibles munichois que sont les conservateurs britanniques l'ont certainement envisagée. De même que Chamberlain avait mis la Tchécoslovaquie dans la gueule de Hitler dans l'espoir qu'elle assouvirait sa faim et qu'il pourrait ainsi laisser ces messieurs de la Cité digérer en paix, Mac Millan est prêt à mettre Berlin et, si cela ne suffisait pas, toute l'Allemagne dans la gueule de Khrouchtchev, afin qu'il laisse tranquille, lui aussi, l'Angleterre pendant le temps de sa digestion. Car, malgré leurs prétentions à l'empirisme, les bourgeois anglais n'ont jamais rien appris de l'expérience. Munich est de fin septembre 1938, l'entrée des Allemands en Pologne est du début septembre 1939 ; Hitler n'a même pas eu besoin d'un an pour dévorer la victime qu'on lui avait offerte ; tout fait présumer qu'il n'en faudrait guère plus à Khrouchtchev pour dévorer la partie de l'Allemagne qu'on lui aurait livrée. Et... l'appétit vient en mangeant !

Heureusement qu'aujourd'hui la politique britannique n'a guère d'importance. En 1938, elle était déterminante ; maintenant, elle ne compte guère plus que celle de la France.

C'est de l'Amérique, de l'Amérique qui, seule, a les moyens d'opposer la force à la force, que — même si l'Europe flanche — tout dépend. Notre sort, à nous Européens, est entièrement entre les mains de Washington.

Ou bien, donc, Washington aussi fera Munich : les Américains abandonneront l'Europe, morceau par morceau ou en bloc, à l'ours moscovite dans l'espoir, tout aussi fallacieux, qu'il lui faudra tout de même plus de temps pour digérer l'Europe qu'il n'en a fallu à Hitler pour digérer la Tchécoslovaquie, ou bien ils résisteront, et tout dépendra alors du rapport des forces, des forces *militaires* entre la Russie et l'Amérique, sinon du rapport réel de ces forces, tout au moins de l'estimation qu'on en fera au Kremlin.

L'EUPHRATE COMME FRONTIERE

La rupture survenue entre le nouvel Irak et la nouvelle Egypte, coupant en deux le monde arabe, met à nouveau en évidence une opposition qui s'est manifestée tout au cours des temps.

Au sein même du Proche-Orient qui apparaît cependant comme une région très uniforme, que ne coupe du Taurus à l'Egypte et de Damas au golfe Persique aucune chaîne de montagnes, et qui est soumise à un mode de production partout identique : culture irriguée le long des fleuves, élevage nomade partout ailleurs, il existe une frontière, une frontière politique, que de grands conquérants ont fait parfois momentanément disparaître, mais qui réapparaît dès que le conquérant s'est affaibli ou a été éliminé.

Cette frontière est celle que constitue, en gros, l'Euphrate dans son cours moyen, là où il achève de couler du nord au sud. Ce n'est pas que l'Euphrate soit un fleuve difficile à franchir, ni qu'il sépare des pays géographiquement ou éco-

nomiquement différents, mais c'est parce que d'un côté de ce fleuve l'influence méditerranéenne parvient encore à se faire sentir, tandis que, de l'autre côté, règne seulement l'influence des populations montagnardes et steppiques qui occupent les chaînes et les plateaux d'Arménie et d'Iran ; ceux-ci surplombent au nord et à l'est la grande plaine qu'arrosent et irriguent le Tigre et l'Euphrate, cette plaine où s'élevaient jadis les villes prestigieuses qui s'appellent Babylone, Ninive, Ctésiphon, Bagdad et qui forme aujourd'hui ce qu'on appelle l'Irak.

D'une part donc, l'Egypte avec sa fenêtre relativement étroite sur la Méditerranée au débouché du Nil, ainsi que le « Levant » avec toute sa façade sur la même mer, et, d'autre part, la Babylonie (ou Irak) qui ne débouche que sur l'Océan indien et qui est dominée sur au moins la moitié de son pourtour, par des citadelles et des places d'armes dont les plus basses dépassent les mille mètres d'altitude.

C'est cela qui explique l'histoire de l'Arabie (en y comprenant son annexe, l'Egypte). D'un côté, l'identité géographique et celle du mode de production poussent à l'unification ; de l'autre, les profondes différences qui existent entre les pays avec lesquels chacune des deux portions de l'Arabie est en contact, d'une part l'Europe, et d'autre part l'Asie, entretiennent la division politique.

C'est ainsi que, dans l'extrême antiquité, les deux civilisations sœurs de l'Euphrate et du Nil se sont développées parallèlement, échangeant souvent leurs acquisitions et leurs connaissances, mais ne cessèrent de constituer deux Etats séparés qui ne furent réunis qu'après qu'un conquérant, étranger à l'une et à l'autre, Cyrus, eut constitué un immense empire dans lequel elles eurent toutes deux à prendre place, et lorsque, deux siècles plus tard, l'empire perse s'écroule, ce fut son vainqueur, un autre conquérant, Alexandre, qui, à son tour, réunit tout le Proche-Orient sous son sceptre, mais dès la mort du Macédonien, l'empire se disloquait, et, sous deux dynasties, différentes et rivales, Egypte et Babylonie reprirent chacune séparément leur route.

Lorsque deux siècles plus tard, Rome termina l'édification de son empire méditerranéen, elle y incorpora presque sans coup férir l'Egypte et le Levant, mais elle ne parvint jamais, si ce n'est très occasionnellement, à descendre l'Euphrate : la Babylonie demeura le domaine de ses nouveaux maîtres, venus, eux, de l'est : les Parthes d'abord, les Perses ensuite. Il est intéressant de remarquer que la frontière actuelle de la Syrie et de l'Irak coïncide presque exactement avec la limite de l'occupation romaine en Arabie au temps de sa plus grande expansion.

La chevauchée islamique du VIIe siècle unifiera à nouveau, au moins sur le papier, toute l'Arabie. A Damas, puis à Bagdad, s'installera le calife, chef suprême de toutes les terres islamiques, donc aussi bien de l'Egypte que de la Babylonie, mais dès le IXe siècle cette souveraineté ne sera plus que nominale, l'Egypte redevenant pratiquement indépendante sous des souverains de droit ou de fait qui ne reconnaissent au calife — quand ils le lui reconnaissent ! — qu'un droit de suzeraineté — cependant que l'homme de Bagdad n'est plus, lui, de son côté, qu'une marionnette entre les mains de ses voisins de l'Est : Persans et Turcs.

Cela jusqu'au jour où, au XVIe siècle, de nouveaux conquérants, d'origine lointaine, les Ottomans, feront à nouveau rentrer dans une unité impériale à peu près tout le monde islamique, notamment Bagdad et le Caire, mais, comme au temps de l'empire arabe, cette unité deviendra vite purement fictive, tout le pouvoir en Egypte passant entre les mains du chef des mamelucks, puis de vice-rois pratiquement indépendants qui ne se gêneront même pas de faire la guerre au sultan, dont soi-disant ils dépendent.

Ainsi le destin de l'Egypte et de l'Irak fut d'être toujours divisées. En bref, l'on peut dire que depuis trois millénaires la Babylonie n'a jamais eu une existence réellement indépendante, même aux époques où elle était nominalement indépendante, alors que l'Egypte a toujours eu une existence indépendante, même aux époques où elle était nominalement dépendante. Quant au Levant, comme l'Egypte, il parvint à maintes reprises à assurer son indépendance de fait, malgré sa dépendance nominale, mais sous la forme du morcellement politique, conséquence de son morcellement géographique.

De ces différences, il résulte que l'Egypte a acquis une personnalité propre et que les éléments de la mosaïque qu'est le Levant constituent une mosaïque de personnalités, tandis que la Babylonie, toujours tenue en laisse de trop près par ses voisins de la montagne, a perdu toute conscience d'elle-même depuis le temps où les Assyriens en devinrent maîtres, à tel point qu'elle n'est même pas parvenue à se donner un nom. Chaldée ? Mésopotamie ? Babylonie ? Sinéar ? Irak ? C'est au goût de chacun et selon les circonstances qu'on la désigne par tel ou tel de ces mots.

Il n'est donc point étrange que cette cassure du passé entre l'Euphrate et le Nil se prolonge dans le présent. Tout comme aux temps des Assyriens, des Perses, des Parthes, des Seldjoucides, des Mongols et des Ottomans, le fertile delta du Tigre et de l'Euphrate, doublé maintenant des pétroles de Mossoul, est en proie à la menace de gens provenant du Nord, de ceux qui au delà des voisins immédiats, règnent sur les terres qui avoisinent la Caspienne. La frontière russe n'est qu'à 300 kilomètres de l'Irak.

La menace russe se revêt, certes, d'un aspect moderne, mais c'est toujours la même vieille menace, la menace plusieurs fois millénaire des hommes de la steppe qui gît au delà de la montagne.

Par contre, au delà de l'Euphrate, la Syrie, le Levant, l'Egypte sentent bien peser sur eux la même menace, mais comme elle est plus lointaine, ils peuvent s'organiser pour y résister, afin de tenter de préserver leur originalité foncière, celle de n'être ni l'Asie, ni l'Europe, mais d'être le pont entre les deux.

L'histoire, dit Laplace, doit être « traitée sous le point de vue de l'influence des causes constantes ». L'environnement géographique est le type même des causes constantes, si bien que, même à notre époque, où le développement technique tend à réduire l'influence du milieu naturel, il est encore l'une des causes déterminantes de l'histoire.

LES SUCCES DE LA « METHODE CHALLE »

On a fait grand bruit ces temps derniers de la méthode militaire, nouvelle paraît-il, par laquelle le successeur de Salan entend avoir raison des maquis algériens. Je ne suis pas arrivé à découvrir dans ce qui a été dit en quoi cette méthode différait des précédentes, mais, quoi qu'il en soit, elle a déjà été appliquée, dit-on officiellement, en différents points, et notamment dans l'Ouarsenis où les résultats ont été

si brillants que le général qui nous gouverne les a spécialement signalés. Or, peu de temps après cette nouvelle victoire de la « pacification », le 25 avril, la ville d'Orléansville qui est située au pied même du massif de l'Ouarsenis, dans la vallée du Chéliff, était l'objet d'un raid des troupes du F.L.N., dont les combattants s'assurèrent une demi-heure durant la maîtrise de cette préfecture, « tirant sur les postes de l'armée, de la police et des gardes territoriaux » *(dépêche de l' « Associated Press »)*, après quoi ils se retirèrent tranquillement, cependant qu'un autre groupe faisait subir le même sort au gros vilage de Oued Fodda, situé à une quinzaine de kilomètres à l'est, toujours au pied de l'Ouarsenis.

Les habitants d'Orléansville et de Oued Fodda, qui avaient été assez tranquilles depuis quelque temps, doivent commencer, il me semble, à maudire les « succès » de la méthode Challe.

MURS POUR L'ESCLAVAGE

Ainsi donc, les actes ne comptent pas ; seules les paroles comptent !

Qu'à la faveur d'une rébellion de généraux, vous vous soyez emparé du gouvernement du pays ;

Que vous vous y soyez attribué, sous le couvert des plébiscites chers à Louis-Napoléon et à Déroulède, des pouvoirs dictatoriaux comme seuls en ont joui en France, aux temps modernes, les Bonaparte et Pétain ;

Que vous vous soyez servi de ces pouvoirs pour établir un système d'augmentation des impôts qui est le plus inique que la France ait connu depuis l'abolition des « privilèges » ;

Que vous ayez déchiré comme un « chiffon de papier », en vertu du simple fait du prince, les stipulations des conventions collectives garantissant le travailleur contre la baisse du pouvoir d'achat de son salaire ;

Que vous museliez la presse, chaque fois qu'il vous chaut, contrairement à toute légalité, par le moyen de la saisie préventive ;

Que vous ayez interdit, sous peine de prison, toute critique, tout compte rendu même, de tous actes ou décisions judiciaires, avant le procès, pendant le procès et après le procès, soustrayant ainsi au contrôle de l'opinion publique le fonctionnement de ce qui touche du plus près aux intérêts de l'individu, l'administration de la justice, et que vous ayez ainsi fait de celle-ci une serre chaude pour tous les abus ;

Que, au défi du droit de l'homme fondamental, vous teniez détenus sans jugement, en métropole même, pour un temps illimité, des citoyens français qui n'ont commis aucun délit, ou qui, s'ils en ont commis un, ont purgé leur peine, que ces victimes de la détention arbitraire soient déjà au nombre de plusieurs milliers et que vous fassiez construire à leur intention un nouveau camp qui pourra en recevoir à lui seul six mille ;

Que vous procédiez en Algérie à des caricatures d'élections à côté desquelles celles de Staline ou de Hitler pourraient être considérées comme des élections libres ;

Tout cela importe peu ! Ce sont des actes.

Or, la seule chose qui nous importe, à nous révolutionnaires repentis, ce sont vos paroles !

Comme tout dictateur qui se respecte, vous savez enrober la dureté de vos actes de paroles émollientes. Vous pourrez donc faire tuer mille Algériens par semaine alors que vos devanciers n'en avouaient que cent ou deux cents, du moment que vous déclarez que la terre est ronde et que tous les hommes doivent se donner la main ;

Vous pourrez refuser au peuple algérien ce minimum de dignité et de liberté que seul peut lui procurer l'indépendance, du moment que vous déclarerez que vous accepteriez de participer à une entreprise tendant à assurer aux peuples qui sont « sous-développés » parce que l'indépendance leur a été trop longtemps refusée, l'aide que leur accordent déjà séparément Washington et Moscou, si celle-ci leur était fournie conjointement, ce que l'on sait bien ne pas être possible ;

Et si, parce que cela sert une entourloupette que vous préparez à l'intention des Anglo-Américains coupables de ne vous avoir jamais pris au sérieux, vous avez de bonnes paroles pour les Allemands, cela suffira à nous faire oublier tous les efforts que vous avez déployés pour enlever la Sarre à l'Allemagne et votre opposition jusqu'à hier à toute union avec l'Allemagne sur quelque terrain que ce soit.

On ne saurait être plus naïf.

Mais est-ce bien de la naïveté ?

N'est-ce pas plutôt de la complicité ?

L'expérience de 1940 a été une révélation.

Pétain n'était pas plutôt au pouvoir que nombre de militants, socialistes, syndicalistes, anarchistes, pacifistes, se ralliaient à lui. Certains marchaient à fond, participant à ses partis, à ses organisations « sociales », entrant dans ses ministères, tandis que d'autres se contentaient d'une sympathie moins affichée, mais tout aussi certaine.

Tous ces hommes pour qui la liberté et la paix avaient été jusque-là les slogans préférés, et dont la grande majorité n'était mue ni par la peur, ni par l'amour du lucre, des hommes honnêtes dons toute la force du terme, se précipitaient dans le char de Pétain, et, par delà, dans celui de Hitler.

Eh bien ! il me semble que, toutes proportions gardées, avec des ralliements moins spectaculaires, parce qu'on en a un moins pressant besoin, mais qui sont peut-être en nombre plus grand qu'l y a dix-neuf ans, c'est à un retournement semblable que nous assistons.

De Gaulle a remplacé Pétain. On est aujourd'hui gaulliste, avoué ou honteux, comme on était hier pétainiste, avoué ou honteux.

Les révolutionnaires de jadis arboraient sur leurs bannières : *Ni Dieu, ni maître !* C'est seulement en œuvrant dans cette direction que s'est jamais accompli le progrès. Aujourd'hui, où, en France du moins, il n'existe plus de révolutionnaires, ceux qui se prétendent ou se croient leurs successeurs ont, non seulement totalement oublié le vieil anathème, mais ils ne pensent qu'à trouver un maître à qui ils pourront lécher le cul. Pour la plupart, c'est le cul du maître du Kremlin ; pour les autres, c'est celui d'un maréchal ou d'un général.

Nous sommes mûrs pour la servitude.

R. LOUZON.

Demandez-vous d'abord, Messieurs, ce que, de nos jours, un Anglais, un Français, un habitant des Etats-Unis de l'Amérique, entendent par le mot de liberté.

C'est pour chacun le droit de n'être soumis qu'aux lois, de ne pouvoir être ni arrêté, ni détenu, ni mis à mort, ni maltraité d'aucune manière, par l'effet de la volonté arbitraire d'un ou de plusieurs individus.

Benjamin CONSTANT.

Superbe, tactique et médiocrité

Guilloré avait bien raison de prévoir des réactions à sa chronique parue dans la « R.P. » d'avril dernier. Que viennent faire dans une rubrique syndicaliste ces considérations sur un discours du Général-Président ? Ce ne sont ni réponses ouvrières à un chef d'Etat, ni exposé d'une politique syndicale à propos d'événements ou de problèmes intéressant les travailleurs. C'est, à l'échelle de notre revue, le « bloc-notes » de François Mauriac ou le « journal » d'Emmanuel Berl. Bien écrit et intelligent. Et parfaitement inutile.

Passons sur la « façon nette » dont de Gaulle parle de l'Allemagne, de la Russie et de Berlin. Que Guilloré relise les textes et déclarations de son César sur les mêmes questions depuis vingt ans, et il s'apercevra que les thèmes ont connu quelques variations, sauf en ce qui concerne la « grandeur de la France », essentielle pour de Gaulle. Et si Guilloré va jusqu'à s'intéresser, au delà des mots, aux prises de position, aux actes et aux tentatives, peut-être alors son admiration faiblira-t-elle.

Un exemple, entre cent. De Gaulle a le mérite, d'après Guilloré, d'avoir, entre autres, « posé, et très bien posé, devant le peuple français... le problème des peuples sous-développés ». Faut-il rappeler que le peuple algérien appartient à la catégorie des peuples sous-développés ? Et que le Général-Président est bien placé pour s'occuper du sort de ces populations ?

Or, il se trouve qu'un projet — d'inspiration politique — qui concerne l'Algérie est sur le point de se réaliser. Il s'agit du complexe sidérurgique de Bône, une des pièces du plan de Constantine. La réalisation de ce projet va coûter une centaine de milliards. L'entreprise fournira quelque 500.000 tonnes de produits d'acier. Elle ne pourra fonctionner que si le mètre cube de gaz est payé 3 fr. 50. Elle ne donnera du travail qu'à 3.000 ouvriers au maximum. Sa production, si l'on en croit les observateurs de la presse économique, dépassera les besoins actuels de l'Algérie, sinon ceux du Maghreb.

Les techniciens que le patronat français a envoyés sur place pour examiner les choses de près ne sont pas très enthousiastes. Ils disent qu'un complexe industriel semblable ne pourrait être rationnellement organisé que si sa production atteignait un million de tonnes. Ils remarquent que les pétroliers réclament 9 fr. 50 par mètre cube de gaz, si bien que la différence entre les deux prix du combustible devra être payée par l'Etat français. A cela, quelques esprits qui n'ont pas perdu le sens du social non plus que le bon sens, ajoutent que le chômage endémique qui caractérise la situation algérienne ne sera guère modifié par l'installation de ce complexe. Il y a enfin ceux qui, imperméables au style impérial, se rendent compte que ce qui fait défaut à l'Algérie, c'est moins un monstre industriel que des quantités de petites entreprises répondant aux besoins immédiats et pressants de la population en produits d'usage courant et en denrées alimentaires.

Ces arguments terre à terre opposés à des déclarations marquées au coin de la grandeur témoignent une fois de plus que la tradition syndicaliste est d'un extrême mauvais goût.

⁂

C'est devenu une habitude, depuis quelques années, dans les milieux d'avant-garde, de ne plus se manifester que par rapport aux déclarations et affirmations des autres, avec bravos et sifflets alternant. Excellent exercice pour la conservation de l'agilité mentale. Mais que donne cette gymnastique quand il s'agit de peser sur les événements ? Rien. Ce qui est acceptable pour ceux qui croient en une marche toujours progressiste de l'histoire, ou pour ceux qui passent leur temps à se convaincre que ce qui est ne peut être que rationnel. Par contre, les syndicalistes n'existent que s'ils agissent, interviennent, créent, modifient.

Le vide évident créé par l'absence d'initiative de la part des organisations ouvrières appelle les militants à chercher une évasion qui rende leur impuissance supportable. Il y a l'évasion des remarques sur le voisin ou des spéculations sur l'actualité. Car il est facile de miser sur un joueur, ou de compter les points, ou de définir la meilleure tactique, quand on ne joue plus soi-même. L'inconvénient, c'est que le jeu se poursuit et que nous faisons partie de l'enjeu. L'ennui, c'est qu'en matière de spéculations et de considérations, point n'est besoin d'être militant pour s'y livrer. Ce serait plutôt le contraire : Claude Harmel, dans « Les Etudes sociales et syndicales », discute d'abondance du mouvement syndical — auquel il ne comprendra jamais rien, en dépit de ses facilités de plume et de sa documentation — et ses exercices de style finissent par se retrouver intégralement dans l'ouvrage signé Raymond Le Bourre.

Il y a aussi l'évasion des ivresses oratoires et gesticulantes. Le malheur, c'est que la saoulerie des mots peut soulager certains, mais que les plus forts dans le genre sont ceux qui usent de la démagogie comme d'un moyen, sans en être dupes eux-mêmes.



S'il fallait un exemple supplémentaire pour nous convaincre de la nécessité d'en revenir encore et toujours aux situations de fait, de s'en tenir aux problèmes où nous pouvons effectivement intervenir, sans nous laisser décourager par l'apparente médiocrité de nos efforts, nous le trouverions dans les activités vibrionnantes de l'extrême-gauche, résidu de la décomposition de la IVe République, carrefour de bonnes volontés, bouillon où se mélangent pêle-mêle besoins d'action, goût de la lucidité, dévouements en quête d'une cause, et combinards à la recherche d'un tremplin.

La plupart des formations politiques de gauche et d'extrême-gauche s'en retournent à leur dégueulis. Elles se nourrissent de mots et sont hypnotisées par le parti communiste.

Cela n'a rien d'étonnant. Elles le rencontrent évidemment là où elles placent leurs espoirs et s'efforcent de glaner quelques succès. Dans les luttes électorales en premier lieu. En voulant se faire plus gaullistes que l'U.N.R., la S.F.I.O. a ramassé des vestes, au profit du P.C. En cherchant à se tailler une place au soleil des municipalités, le parti socialiste autonome et l'Union de la Gauche socialiste ont fini par faire voter pour des crypto-communistes, et leurs rares élus ont fait bloc avec le P.C. en maints endroits et particulièrement au Conseil général de la Seine et au Conseil municipal de Toulouse.

Voilà bien des contorsions tactiques et de longues aventures dialectiques pour en arriver en fait à se comporter comme les derniers des cornichons. Tel rescapé de mille scissions a déposé son vote pour Claude Bourdet ; tel minoritaire de toujours prend prétexte du danger fasciste pour désigner un député ou un conseiller stalinien à la défense des libertés.

C'est une manie que cette volonté de vouloir décider de tout en s'en remettant à d'autres, et de négliger systématiquement les occasions qui se présentent chaque jour pour intervenir sur les problèmes à portée de main. Sans doute le besoin d'une conscien-

ce sereine trouve-t-il satisfaction dans le triturage d'une motion, encore faut-il que la motion débouche quelque part sur la réalité et se transforme en autre chose que le préalable d'une nouvelle motion.

Encore n'est-il ici question que des éléments qui se déterminent honnêtement et qui se trompent pour leur compte. Il faudrait examiner de plus près ceux qui dans les états-majors de rechange choisissent une position en tenant compte des grands vents. Pour ceux-là, la perspective d'une Europe occidentale neutralisée et désengagée, l'attente de bonnes relations avec l'Est, les préparatifs pour quelques voyages d'études en Union Soviétique ou en Chine, conduisent à de savants virages qui les placent dans le peloton des Nenni, Bevan et autres Ollenhauer, dont le socialisme est garant de l'intelligence en politique internationale, autant que celle de Guy Mollet.

⁂

Après s'être montré totalement incapable de mettre à profit l'interrègne de l'été 1958 pour se présenter comme le grand réformateur, le mouvement ouvrier — ou du moins ceux qui disent le représenter — manifestent leur nostalgie de la IVe République. Leur manque d'audace et d'initiative d'hier les conduit aujourd'hui à pratiquer le plus prudent des immobilismes, tout en les faisant espérer en on ne sait quel retour en arrière. C'est le Sénat qui devient le tabernacle des sacrées espérances de gauche.

Dans un pays où la presse ne dit plus rien, dans une situation où les décrets se mijotent à huis clos pour sortir tout à trac dans le « Journal officiel », les confédérations, qui pourraient enfin apparaître comme l'expression la moins discutable de l'opinion publique, se taisent. Qu'attendent-elles ? Que le Général-Président fasse leur politique ? Mais ne voient-elles pas que leur silence et leur immobilisme est facteur déterminant pour que de Gaulle tranche dans un sens plus conservateur et plus réactionnaire que si elles se manifestaient ?

On ne peut qu'approuver les centrales et fédérations syndicales de ne pas avoir marché au canon des batailles électorales. On ne peut admettre qu'elles n'aient pas marché du tout, de ne pas s'être portées là où se livraient leurs propres combats : celui des salaires, celui de la Sécurité sociale, celui de l'Algérie, celui de la réforme fiscale.

Les plus lucides en sont à tracer des plans sur la comète plutôt que de se prendre par la main. On ne trouve plus dans « Reconstruction », l'organe minoritaire de la C.F.T.C., que des études pour un programme que pourrait appliquer un gouvernement de gauche. Est-ce là vraiment la méthode qui rendra à la classe ouvrière confiance en elle-même, ou est-ce choisir précisément le terrain où la démagogie — de droite ou de gauche — triomphera ?

Autrement dit, ceux-là mêmes qui œuvrent dans les syndicats cherchent en dehors du mouvement syndical leur inspiration et leurs espoirs. Les organisations syndicales deviennent pièces d'un dispositif compliqué mis en place et mû par des intérêts ou des intentions qui ne sont pas ouvriers. C'est pourquoi sans doute il est de mode de dire que la Charte d'Amiens est périmée, non pour l'adapter aux circonstances présentes mais pour l'oublier, ou de se lancer dans les spéculations sur le travaillisme avec un enthousiasme d'autant plus grand que la formule permet toutes les ambigüités.

Il sera facile de nous répliquer qu'au vide de la gauche politique correspond l'immobilisme du mouvement syndical. Sans doute, avec pourtant cette différence, essentielle pour nous, que le mouvement syndical ne peut remplacer son inaction que par de l'action, alors que les partis masquent leur impuissance par des feux d'artifice de discours et de manifestes.

Avec cette différence encore que l'on ne tardera pas à s'apercevoir que les partis n'ont guère pesé lourd dans la liquidation de la IVe République, à laquelle ils étaient attachés, suivant l'expression de Monatte, comme moules au rocher, mais que les syndicats sont des institutions autrement solides que les organismes parlementaires. C'est dans la mesure où les syndicats ne s'exprimaient qu'en fonction du jeu parlementaire qu'ils ont été désemparés. Dans la mesure où ils menaient leur propre jeu, qui est la revendication, l'organisation, l'intervention directe sur les phénomènes sociaux, la gestion à part entière ou à participation d'organismes non étatiques, ils se sont maintenus, et ils conservent des perspectives.

La médiocrité de l'action syndicale peut désappointer ceux qui sont sensibles aux succès de la scène ou qui prisent les effets à facettes des spéculations intellectuelles. Il n'en reste pas moins que cette médiocrité est plus solide et plus durable que les flambées partisanes et qu'elle seule résiste aux mouvements passionnels, spontanés ou cuisinés.

C'est le drame et la valeur tout à la fois du syndicalisme de ne pouvoir vivre qu'à la mesure du réel, de ne prendre de la hauteur que pour mieux plonger sur terre, de ne tracer des plans qu'en fonction des outils dont il dispose. Qu'il délaisse son domaine et il n'est plus rien ; qu'il se transforme en mouvement politique ou participe à un conglomérat et il perd ses raisons d'être.

Tout compte fait, c'est pourquoi nous ne nous portons pas trop mal. Là où nous devons exister, et non pas dans les mirages de la haute politique où les faux semblants de l'histoire avec majuscule.

Quand l'ouvrier de Berlin-Est, de Poznan, de Prague ou de Budapest, en réaction contre le bourrage idéologique et l'exploitation de fait, cherchait dans les limites étriquées de son travail et de sa vie quotidienne, à sauvegarder un minimum de liberté intérieure, de dignité et de pratiques solidaires, à échapper au carcan des décrets, des disciplines d'appareil et des mesures policières, il n'existait ni dans les discours officiels, ni dans les études sociologiques, ni dans les sondages d'opinion. C'est pourtant lui, et ses multiples, qui firent qu'au beau mitan d'un plan bien conçu, d'une manœuvre diplomatique artistement ourdie, et au lendemain d'un discours présidentiel parfaitement balancé, ressurgit le soleil des vérités premières oubliées. La médiocrité des problèmes ouvriers conduit plus loin que la superbe ou la tactique.

Car, et nous en revenons encore à Guilloré, le problème de Berlin, celui de l'Allemagne et celui de l'Union Soviétique ont été fort clairement posés par les grévistes de Berlin-Est et de Poznan, par les rebelles de Vorkouta et les révolutionnaires de Hongrie. Oublier leur présentation des faits ne pourrait que nous conduire, comme tant d'esprits subtils, à pratiquer l'exégèse des discours et des silences du Général-Président ou à discuter gravement de la valeur du plan Rapacki.

Louis MERCIER.

UNE PERLE...

« En attribuant le prix 1957 à Albert Camus, on a pu penser que le Comité Nobel désirait le récompenser pour le caractère réactionnaire de ses opinions et sa défense zélée du Pacte atlantique. »

IVOR MONTAGU, dans La Nouvelle Revue Internationale, **revue du nouveau Kominform, décembre 1958.**

PROPOS IRRÉGULIERS

LES MENSONGES TRIOMPHANTS

Il est toujours utile de consolider le petit ilôt de vérité sur laquelle passent en bourrasques intermittentes les nuages lourds du grand mensonge. Car si le passé appartient à l'Histoire, les légendes enrichissent une propagande actuelle.

EVOCATION DE 1939

Ce n'est pas par simple coïncidence que l'on publie en U.R.S.S. — où il n'existe ni science désintéressée, ni information objective, alors que l'on débat du statut de Berlin et du destin allemand — le compte rendu des entretiens tenus à Moscou du 13 au 21 août 1939, entre Vorochilov, commissaire à la Guerre, et les représentants des états-majors français et anglais.

Hitler avait obtenu à Munich en septembre 1938, l'annexion des territoires allemands des Sudètes inclus dans l'Etat tchécoslovaque depuis 1919. Violant les accords signés, il avait, en avril 1939, détruit l'Etat tchécoslovaque et occupé Prague. Depuis les débuts de 1939, il avait renoncé à la solution pacifique de la question de Dantzig et du couloir polonais et était décidé à attaquer militairement la Pologne. L'Angleterre et la France garantissant formellement l'Etat polonais, s'enfermaient dans le dilemme tragique : l'acceptation pure et simple des exigences hitlériennes c'est-à-dire **la capitulation,** ou la solidarité avec la Pologne, c'est-à-dire **la guerre européenne.**

Dans ces conditions, le facteur russe devenait l'élément décisif. L'U.R.S.S. engagée aux côtés de l'Angleterre et de la France, la capitulation préalable de celles-ci était inconcevable, et l'on pouvait espérer qu'Hitler révoquerait sa décision guerrière. Sinon la guerre prévisible serrerait l'Allemagne nazie entre deux fronts et réaliserait, avec cinq ans d'avance, la carte des opérations de septembre 1944. Retarder la guerre, ruiner le prestige d'Hitler... ou avancer la victoire, ainsi se présente rétrospectivement l'enjeu des entretiens d'août 1939.

UNE DEMONSTRATION TROP CLAIRE ET TROP LOGIQUE

Or, le commentaire des comptes rendus publiés à Moscou rejette sur l'Angleterre et la France la responsabilité de l'échec des pourparlers. D'abord, parce que les représentants de l'Entente n'étaient que des officiers à mandat limité, n'ayant pas qualité pour engager les gouvernements. Ensuite, parce que la participation des armées soviétiques n'était pas envisagée, dans les plans des états-majors occidentaux, et surtout parce que l'action contre l'Allemagne (avec laquelle l'U.R.S.S. n'avait pas de frontière commune) exigeait le libre passage des troupes soviétiques à travers la Pologne et la Roumanie, auquel les gouvernements de Londres et de Paris ne pouvaient ou ne voulaient consentir.

Le 21 août, Vorochilov constata la vanité des entretiens, et comme Hitler était décidé à l'invasion de la Pologne, Staline dut composer avec lui, afin de gagner du temps et préparer l'U.R.S.S. à une résistance efficace, lors de la deuxième étape de l'agression hitlérienne. La négociation germano-soviétique (engagée secrètement, tandis que se déroulaient officiellement les négociations avec la France et l'Angleterre) aboutit rapidement parce qu'Hitler envoya immédiatement à Moscou **un plénipotentiaire,** Von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich.

C'est d'une évidence lumineuse : **l'échec des pourparlers militaires franco-anglo-soviétiques est la cause essentielle de l'accord germano-soviétique.**

Une formule aussi simple emporte l'adhésion du grand public par sa clarté, et celle de l'élite cultivée par sa logique. L'idéologie séduisante la justifie. Postulat : **Hitler est l'agent du capitalisme, Staline est l'homme de la Révolution. Donc les capitalistes occidentaux préfèrent Hitler à Staline. Mais les « contradictions internes du capitalisme » imposent à Hitler de remplacer des complices trop veules : Daladier et Reynaud, par ses créatures : Pétain et Laval, avant d'engager la lutte à mort contre la Révolution. Staline, stratège éminent de la guerre socialiste, profite de ces contradictions, signe une trève avec l'ennemi le plus redoutable afin de préparer la suprême offensive.** C'est beau comme une déduction cartésienne, une démonstration mathématique.

Mais la légende ainsi fabriquée ne s'accorde pas avec les faits établis. C'est, paraît-il, notre parti pris qui gêne l'objectivité. Car il est vrai que notre parti est pris. Quarante années d'expérience militante ne compensent guère l'attendrissante candeur des logiciens petits-bourgeois qui n'ont pas à retomber dans une enfance, dont il ne sont pas sortis.

Sérions cependant les contestations.

1) La comparaison des titres des négociateurs relève de l'imagerie d'Epinal. Ni Ribbentrop, ni Vorochilov, ni Molotov n'étaient des **plénipotentiaires.** Quelles que soient les qualités hiérarchiques ou intellectuelles des hommes, rien ne pouvait être décidé, hors des ordres formels de Hitler et de Staline

L'Angleterre avait offert une rencontre des ministres des Affaires étrangères à Genève en mai 1959 ; la Guerre, en juin 1959. **Staline ne permit pas ces déplacements officiels.**

Les entretiens de Moscou, en août 1959, n'avaient pas d'autre objet que la préparation par des experts, d'accords militaires qui auraient été signés solennellement par les dirigeants responsables ou leurs mandataires, dans l'une des trois capitales. Le principe même de l'alliance n'était pas discuté. Les plans restants secrets, l'automatisme des engagements aurait certainement été rendu public... comme la garantie anglaise à la Pologne, car en cette matière, la publicité conditionne la prévention. Ajoutons que les propositions de Vorochilov furent acceptées dans leur ensemble par la délégation franco-anglaise. On précisa même la densité de la participation de chaque Etat à la défense commune.

2) Le voyage de Ribbentrop à Moscou fut **non le prélude, mais la conclusion de négociations engagées secrètement par d'officieux intermédiaires.** Lorsque s'ouvrit, le 12 août, la conférence militaire anglo-franco-russe, il ne manquait plus, pour aboutir à l'accord germano-soviétique que le consentement d'Hitler aux revendications soviétiques sur la Pologne, les Etats baltes et la Bessarabie roumaine. Les instructions de Molotov, commissaire aux Affaires étrangères, à Astakhov, chargé d'affaires soviétiques à Berlin, expédiées **le 14 août** ne laissent aucun doute sur le choix de Staline. Les agents militaires de l'Entente jouent inconsciemment le rôle de figurants devant le rideau. Leur présence dissimule et fait accélérer la mise en scène. Suprême duperie et suprême chantage.

3) Il convient de préciser que le jeu stalinien tendait à prolonger les discussions des deux côtés. Avec l'Entente, particulièrement, d'interminables controverses sur la définition de l'agression, sur l'assistance

mutuelle. Enfin **l'exigence d'accords militaires précis avant l'engagement politique.** Contrairement à ce que l'on croyait à l'époque, c'est dès la fin de l'année 1938 que de prudents sondages, de part et d'autre, préparèrent des contacts germano-soviétiques. **C'est un discours de Staline prononcé le 10 mars 1939 qui détermine le changement d'orientation.** On cherche à améliorer d'abord les relations commerciales. La France et l'Angleterre s'engagent, le 6 avril, en faveur de la Pologne, le 12 avril, en faveur de la Roumanie et de la Grèce. **Le 3 mai, Staline destitue Litvinov, artisan de la sécurité collective et de l'alliance avec les démocraties occidentales. Le 20 mai, Molotov informe l'ambassadeur allemand que les négociations économiques doivent s'engager sur une base politique.**

Pendant trois mois, les tergiversations de Moscou ne traduisent aucune hésitation quant au choix déjà accompli. Hitler s'est également déterminé. Londres et Paris sont engagées. Celui-là ne désire que la neutralité russe. Ceux-ci ne proposent qu'une alliance défensive à l'U.R.S.S. Mais l'un et les autres ont pris des positions nettement antagonistes. Seul, Staline garde sa liberté de mouvements. Or les démocraties occidentales ne peuvent rien lui offrir ; leur politique s'est fixée sur le maintien des situations acquises, sur l'intégrité des Etats protégés : la Pologne et la Roumanie. Et c'est justement ces barrières que Staline veut faire sauter. Le jeu c'est d'amener Hitler à passer de la neutralité russe au pacte de non-agression, puis à l'accord politique, au **protocole secret du 23 août 1939, fixant les sphères d'influence dans les pays de la Baltique, impliquant un nouveau partage de la Pologne, accordant à l'U.R.S.S. la Bessarabie roumaine.**

Le pacte germano-soviétique apparaît donc nettement comme la conclusion et le succès d'une opération engagée par Staline, dirigée par lui d'une volonté délibérée jusqu'à son terme : c'est-à-dire **l'expression et la satisfaction de revendications purement impérialistes.**

Et, au cours des négociations, l'idéologie n'intervint que pour souligner d'une part la liquidation des organisations communistes en Allemagne qui annihilait les contradictions internes ; d'autre part, l'opposition des deux systèmes au capitalisme occidental. On a déjà établi que la rupture de juin 1941 voulue par Hitler, subie par Staline, ne fut provoquée que par un conflit purement impéraliste portant sur l'irréductible opposition d'intérêts dans le bassin danubien.

SI KHROUCHTCHEV REMPLACE STALINE... QUI SERA HITLER ?

La vérité historique contredit donc formellement l'interprétation soviétique du pacte Hitler-Staline. Mais l'évocation de 1939 éclaire sur deux points essentiels la vérité de 1959.

Elle souligne une différence de régime que nous jugeons fondamentale. Dans une démocratie même autoritaire, l'opinion publique peut réagir, plus ou moins efficacement. Les décisions anglaises en 1939 ne furent prises qu'après de libres débats dans la presse, un vote majoritaire au sein du gouvernement. Sous un Etat totalitaire, il n'y a ni débat, ni vote. La volonté du dictateur s'impose immédiatement et rien ne peut être prévu, tant que l'ordre irrévocable n'a pas été formulé.

Elle est urgente, pour ruiner les effets d'un concert à multiples voix qui réveille et nourrit la haine de l'Allemagne, et la nostalgie de l'alliance franco-russe. Propagande nationalo-stalinienne qui, de 1935 à 1959, ne s'interrompit que du 23 août 1939 au 21 juin 1941, alors que des mêmes officines jaillissaient les consignes défaitistes et les projets de sabotage.

Il n'est pas exclu qu'en 1959 comme en 1939, on promène le drapeau tricolore sur le sol, tandis qu'on prépare dans le sous-sol diplomatique un nouveau pacte Staline-Hitler. Quelqu'un qui se croit un nouveau Staline se juge peut-être capable de fabriquer un nouvel Hitler !

LE FILM SUR IVAN LE TERRIBLE : POEME EPIQUE

On a salué unanimement la projection en version intégrale du dernier film d'Eisenstein : **Ivan le Terrible.** Un chef-d'œuvre — a-t-on dit — l'apothéose du génie cinématographique d'un maître incontesté. Eloges enthousiastes que nous ne discutons pas, qui sont certainement justifiés. On peut fort bien qualifier l'œuvre de poème épique. Le cinéma s'impose en notre temps comme la seule expression possible de l'épopée, où les foules entraînées dans « la course à l'abîme » s'incarnent en quelques héros surhumains.

Mais l'épopée, c'est toujours la légende édifiante. Et celle-ci, si elle déforme le passé qu'elle sublimise, éclaire la politique qui a provoqué son apparition et son succès. C'est la volonté de Staline qui, en 1941, imposa le sujet et choisit l'artisan. Il convenait au despote de composer sa galerie d'ancêtres.

Déjà dans la « R.P. » du 10 janvier 1938, Ida Mett avait signalé un film russe consacré à Pierre le Grand qui y **« personnifiait la justice, le courage personnel, l'initiative individuelle » ;** alors qu'en son temps, Condillac avait condamné **« la terreur accablante qui ne pouvait faire que des mercenaires et des esclaves ».** Il fallait aussi sanctifier **« Ivan le Terrible »** et célébrer la mission historique de ses gardes du corps **« progressistes »,** employés à massacrer les sujets rebelles et à détruire les républiques de Pskow et de Novgorod-la-Grande. Les tyrans moscovites : Ivan le Terrible, Pierre le Grand, Staline appartiennent en effet à la même famille nationale et spirituelle.

Mais le génie ne s'aligne pas facilement. Eisenstein proposa en 1946 un Ivan le Terrible qui ne ressemblait pas à l'Auguste cornélien « maître de lui, comme de l'univers »... qui semblait dominé au contraire par la Fatalité du despotisme, et accomplissait son œuvre nécessaire dans **« une solitude effroyable ».**

Ce désaveu implicite de la bienfaisance volontaire du maître attira à l'artiste de sévères critiques, dont il retarda l'effet par une humiliante soumission. Sa mort en 1948 a-t-elle contrarié les rectifications promises ? La version intégrale du film n'aurait été projetée qu'en 1958.

Au temps de la stalinolâtrie, Pierre le Grand est présenté comme un héros exemplaire. Les séquelles contradictoires de la « déstalinisation »... relative se traduisent-elles par la présentation d'un Ivan le Terrible, tyrannique et nécessaire ? On observe une évolution semblable dans les chansons de geste médiévales, de la Chanson de Roland à Huon de Bordeaux, du Charlemagne à la sainte auréole au roi féodal, audacieux, habile et fourbe.

Mais nos souvenirs remontent tenaces et indiscrets. Aucun critique d'aujourd'hui n'a rappelé le premier film sur Ivan le Terrible, projeté en France, en 1929, alors que l'on découvrait les productions du cinéma muet soviétique, ces chefs-d'œuvre incomparables, tels : **le Village du péché, la Tempête sur l'Asie...** auxquels on peut joindre la première grande œuvre du cinéma parlant : **le Chemin de la vie.** Des esthètes s'affligeaient d'un parti pris tendancieux, d'une propagande trop visible. Nous y respirions les derniers souffles de la tourmente révolutionnaire. Dans le film **Ivan le Terrible,** l'œuvre positive du premier tzar était sans doute ignorée. Mais l'homme y apparaissait dans toute sa monstrueuse abjection.

Les esthètes peuvent aujourd'hui célébrer le génie d'Eisenstein. On s'accordera avec eux sur la richesse d'une œuvre, à laquelle la mort prématurée de son auteur a peut-être épargné l'avilissement par obéissance. Il reste que pour nous, la glorification de Pierre le Grand, l'apologie d'Ivan le Terrible symbolisent la liquidation de la Révolution russe, que per-

sonnifiaient les marins du « Potemkine », les villageois libérés du péché originel, les Asiates révoltés contre les colonisateurs, les enfants sauvés par la collectivité libre et joyeuse... Et l'évocation des films soviétiques d'autrefois oppose l'épopée d'un peuple aux somptueux monuments du despotisme.

RAPPROCHEMENT QUI SE PASSE DE COMMENTAIRES

Premier Mai 1959 ! A Berlin-Ouest, 500.000 manifestants affirment par leur présence et leurs mouvements leur volonté de demeuerr libres. Walter Reuther, vice-président de la centrale syndicale américaine, apporte aux travailleurs berlinois un témoignage de solidarité directe.

A Berlin-Est, défilé militaire au pas de l'oie...

AUTRE RAPPROCHEMENT

Le 9 avril 1959, la Commission législative du Massachusetts a refusé la grâce posthume de nos deux grands camarades Sacco et Vanzetti, militants ouvriers anarchistes exécutés en 1927 (après six ans d'agitation internationale en leur faveur) pour un crime dont ils étaient incontestablement innocents. La commission n'a pas osé confirmer le jugement ; elle a conclu que la grâce relevait de la compétence du gouverneur. Elle a craint, paraît-il, une réhabilitation qui coûterait des dizaines de milliers de dollars.

Cependant, au cours du débat public, l'avocat de Sacco et Vanzetti devenu juge à la Cour suprême de l'Etat, a pu déclarer : **« Je n'ai jamais vu un procès dans lequel le ministère public fut aussi dépourvu de scrupules, aussi amoral, aussi diaboliquement habile que durant le procès Sacco et Vanzetti. »**

Rappelons que les cinq anarchistes, martyrs de Chicago, après le 1er mai 1886, furent non seulement réhabilités, mais que l'on proclama officiellement l'indignité déshonorante de leurs juges.

Les martyrs de Chicago en 1886, Sacco et Vanzetti en 1927 ont été exécutés après des procès fabriqués et répugnants. Mais c'est aux Etats-Unis que l'on a protesté, que l'on a tenté des réparations — hélas ! posthumes — que l'on évoque aujourd'hui ces monstrueuses aberrations.

En U.R.S.S., le fameux rapport Khrouchtchev de 1956 sur les crimes de Staline fut secrètement communiqué, clandestinement diffusé, officiellement désavoué. Il est vrai que Tito a déclaré publiquement le 18 avril 1959, que si en 1937 à Moscou, **« il n'avait pas limité ses déplacements au trajet du Kremlin à l'hôtel et évité toute conversation avec ses camarades qui furent arrêtés dans leur quasi totalité... il n'aurait sans doute pas échappé au couperet de Staline. »**

Il a attendu 22 ans pour confirmer **ce que la « R.P. » publiait à l'époque.** Il le dit à Belgrade... où l'on ne peut pas dire librement ce que l'on pense... de Tito !

⁂

Selon la Ligue Internationale des Droits de l'Homme, 6.000 Hongrois rentrés dans leur pays, après avoir reçu la promesse d'une amnistie, ont été emprisonnés, déportés en U.R.S.S. ou exécutés (« Le Monde », 8-4-59). Rappelons que le général Maleter, assassiné avec Imre Nagy, fut arrêté par les gardes soviétiques, alors qu'il était couvert par l'immunité du « drapeau blanc ». Ce n'est pas fini, puisque l'on nous apprend le même jour que de lourdes condamnations, après un procès à huis clos, ont frappé des intellectuels hongrois, parmi lesquels Ferenc Merci, psychologue et pédiâtre de grande réputation, vieux militant du parti communiste hongrois.

« Ce qui n'est pas douteux — écrivait M. André Lorulot, dans « la Raison » de décembre 1956 — **c'est que les réactionnaires hongrois ont mis immédiatement la main sur le mouvement** » (celui d'octobre 1956).

Ce qui n'est pas douteux, c'est que de telles affirmations ont contribué à affaiblir la protestation contre l'écrasement de la révolution hongroise et donc facilité la besogne des bourreaux. Ce qui n'est pas douteux, c'est que, malgré cela, M. Lorulot... « pas stalinien, **mais...** » garde quelque crédit dans les milieux libertaires et libres-penseurs. Ce qui est douteux, c'est qu'un libertaire et un libre-penseur authentique puisse subir un tel patronage !

Roger HAGNAUER.

CULPABILITÉ DE L'ÉGLISE ESPAGNOLE

Nous ne voulons pas épargner les catholiques qui, combattants républicains dans la guerre d'Espagne (dont un nombre important de curés) sont restés fidèles à l'Eglise. Il s'agit du double jeu du Vatican, toujours utilisé lorsque des problèmes se posent, sur lesquels il craint de prendre position officiellement.

En Espagne, surtout dans le pays basque, il y eut une partie du clergé qui fut massacré par les franquistes pour libéralisme ou pour autonomisme, d'autres qui échappèrent au massacre, ont continué la lutte sans quitter l'Eglise, sachant quelle responsabilité pesait sur leurs corréligionnaires et leur hiérarchie sacerdotale.

Sans remonter à 1936, au manifeste des évêques espagnols, nous rappelons que Pie XII, avant sa mort, conféra à Franco la plus haute distinction de l'Eglise.

Nous aurions souhaité que le clergé libéral abandonne l'Eglise pour ne pas se confondre avec les complices des criminels en soutane, parfois criminels eux-mêmes. C'est pour ces raisons que nous refusons tout crédit aux curés espagnols qui, par une propagande constante et habile, s'opposent au régime franquiste. Cette opposition a un double but : laver les taches de sang dont l'Eglise est couverte et conserver, ou même renforcer, les positions qu'elle possède au point de vue culturel, économique, industriel et au sein du gouvernement dont la plupart des membres appartiennent à l'Opus Dei — la nouvelle création jésuitique dont il faudra parler sous peu — donc responsables avec Franco du gouvernement espagnol.

Non, nous ne pouvons pas justifier ces catholiques en soutane qui n'ont pas eu le courage de rompre avec le Vatican. Si vraiment ils sont chrétiens ils n'ignorent pas que leur dévouement peut s'employer à alléger les misères et les malheurs qui accablent une grande partie de la classe pauvre de ce pays, victime des répressions, des sévices et de l'esclavage.

Non, la tiède propagande libérale ne nous trompe pas, elle ne s'attaque pas aux racines du mal qui avilit ce peuple par toutes sortes de vices inhérents au régime, dont le moindre est une absence complète de responsabilités, du sommet à la base. Ainsi la polémique entre le gouverneur civil de Barcelone, Acedo, et le prieur supérieur du couvent de Montserrat, P. Escarré, qui a fait tant de bruit parce que l'archevêché de Barcelone s'en mêlait, tout en étant une prise de position publique de l'Eglise, la première, contre le régime franquiste, ne pouvait d'aucune façon constituer sur le plan social et politique une opposition sérieuse à Franco puisque les mêmes créatures de l'Eglise restent les suppôts du régime.

L'autorité de l'Etat et de la bureaucratie militaire, ou militarisée, dans l'administration, le commerce, les banques et jusqu'aux usines et ateliers, est en majeure partie entre les mains de l'Eglise. Pour elle, Franco, qui jusqu'ici a sauvé ses privilèges, est encombrant. Il lui faut se réhabiliter devant le peuple et continuer à gouverner l'Espagne. Sous n'importe quelle étiquette modérée. Depuis longue date elle prépare, pour le moment opportun, la formation d'un parti démocrate-chrétien. Déjà l'embryon des syndicats chrétiens se manifeste ; ce sont les « Hermandades Obreras Cristianas » (1) qui, dans une semi-clandestinité, au vu et au su des autorités, montrent, dans leur propagande écrite, une démagogie telle que pour en avoir dit beaucoup moins d'innombrables ouvriers syndicalistes, socialistes et anarchistes remplissent les bagnes.

Le père Escarré, s'il se dit pour la liberté de la presse et de la parole, il sait bien que son Eglise dirige la censure sur la presse, la radio, le cinéma et l'Université.

La congrégation religieuse du monastère de Montserrat, dont le supérieur Escarré a soulevé tant de commentaires et de curiosités par son sermon contre le régime de Franco (et que l'archevêché a fait imprimer à des milliers d'exemplaires en catalan et fait distribuer discrètement par ses subordonnés) n'hésite pas à exploiter pour son compte le public et les travailleurs dans une entreprise d'autocars dont elle a le monopole exclusif pour les lignes reliant Barcelone et autres villes à Montserrat, sous un nom d'emprunt : « Auto-cars Julia ».

Là, comme dans d'innombrables affaires, l'Eglise ne craint pas d'exploiter les travailleurs pour des salaires insuffisants, récompensant par des primes la servilité et sanctionnant par des brimades le non-conformisme.

Non, l'Eglise n'est pas pour la justice ; elle est pour la charité... rentable. Elle organise des collectes parmi les fidèles pour faire édifier de nouvelles églises au lieu de faire édifier des logements pour les misérables qui n'en ont pas. Dans beaucoup de villes il y a des églises qui restent fermées quoique étant en bon état, mais la construction de nouvelles répond à un but : l'augmentation du patrimoine du diocèse. Voilà un aspect du visage actuel de l'Eglise. On regrette qu'il y ait encore des dupes de ce double jeu.

PADROS.

(1) Confréries Ouvrières Chrétiennes.

DOSTOIEVSKI NOUS FAIT-IL COMPRENDRE STALINE ?...

J'ai vu les « Possédés », la pièce que joue actuellement le théâtre Antoine, pièce que notre ami Albert Camus a tirée du célèbre roman de Dostoïevski. Il faut convenir que pour ceux qui n'ont pas lu l'ouvrage, Camus a su rassembler tous les thèmes de ce chef-d'œuvre extraordinaire, qui préfigure magistralement le drame du mouvement socialiste russe. Pour ma part, j'ai lu les « Possédés » à une époque où les circonstances historiques voilaient quelque peu l'atroce réalité stalinienne. C'était durant l'occupation allemande. La tendance générale de ce temps-là faisait placer au second plan le souvenir sanglant du massacre de la vieille garde bolchevick et aussi celui des innombrables lampistes durant les années qui précédèrent la guerre. Le sang versé à flot sur le front Est nous faisait oublier celui à peine séché des caves de la Loubianka.

Cependant à travers le roman touffu, obsédant, tragique, de Dostoïevski, malgré mon admiration pour les combattants de Stalingrad, une sombre appréhension continuait à agiter mon cœur, que dis-je ? nos cœurs à tous qui, par tactique imposée par les circonstances, souhaitaient ardemment la victoire des alliés, y compris les Russes, contre la Bête immonde : l'Hitlérisme.

Le discours de Khrouchtchev au 20e congrès du P.C.R. devait amplement confirmer nos appréhensions anxieuses. Oui, Staline avait été un bourreau, progressiste peut-être, mais un bourreau tout de même, comme le « végétarien » de Bertechgaden.

Il serait vain de vouloir appliquer aux personnages de Dostoïevski, qui datent de 1850, les critères que nous appliquons aujourd'hui au phénomène bolchevick. Il n'en est pas moins exact qu'en puissance déjà, à cette époque tous les matériaux psychologiques du massacre des différentes oppositions au régime de Staline se trouvaient rassemblés.

A mon avis, il était difficile de faire vibrer pendant plusieurs heures, sur une scène de théâtre, des hommes (non des entités, mais des hommes de chair), des idées, des passions qui n'ont pas encore fini, à un siècle de distance, de soulever d'autres hommes, d'autres idées, d'autres passions. Le tout à la fois si lointain et si proche. Camus a réussi cette gageure dans un mouvement étonnant de vie, dans une langue d'une clarté éblouissante. Ah ! comme il désembroussaille et démystifie jusqu'à la perfection le prodigieux et fascinant labyrinthe du roman où les personnages, les discussions, les situations bondissent et souvent rebondissent avec la sauvagerie des coups de cymbale du Prince Igor.

Raconter l'intrigue de la pièce demanderait plusieurs colonnes de la « R. P. », aussi je préfère de beaucoup répéter aux lecteurs qu'en allant au théâtre Antoine, ils passeront quelques heures inoubliables et qu'ils se trouveront là, sur le plan exact de leurs préoccupations habituelles, en dépit d'un siècle de recul et de costumes démodés.

Pour beaucoup, comme le dit l'expression à la mode aujourd'hui, ce sera un test parfait, car Camus, très habilement, en filigrane, sans trahir pour autant l'œuvre, fait apparaître les questions cardinales qui angoissent la plupart d'entre nous, par exemple peut-on travailler au bonheur des hommes sans être un peu fol, un peu criminel ?

Je dois ajouter que les acteurs qui interprètent les personnages tourmentés de Dostoïevski, ces possédés (hélas ! qu'y a-t-il au monde de plus féroce que les maniaques d'un idéal abstrait ? toujours prêts à faire tomber les têtes des négateurs) donc ces acteurs sont possédés par leur personnage. Je n'en citerai aucun, ils sont tous excellents. Cependant la célèbre confession de Stravoguine, ce prince atteint du mal des Dieux, cet épileptique tragiquement poursuivi par l'image du suicide de la gamine qu'il a souillée, cette confession face à l'évêque Tykon (ah ! cet acteur qui réalise un prodige avec ses mains, les tordant pathétiquement en silence, alors que le prince avance dans l'horreur de sa confession). Que nous voilà donc loin de la confession-conférence de presse devant un pernod du fils Magescas (voir ça dans l'*Express*) et aussi hélas ! de celle de son paternel. Peut-être qu'un écrivain de génie, plus tard, en fera quelque chose de terrible pour stigmatiser notre époque de boue (prenez donc date en lisant le numéro 408 de l'*Express*, il y a là un compte rendu hénaurme, comme dirait Flaubert).

Cela dit — confession pour confession — n'oubliez pas d'aller au théâtre Antoine. Ah ! comme je serais heureux que nos syndicats louent ce théâtre afin que les travailleurs puissent enfin piger quelque chose à l'intelligenzia « révolutionnaire » de la Russie de toujours.

Pourquoi pas ?

Albert LEMIRE.

Parmi nos LETTRES

L'hommage à Van der Lubbe

De Daniel MARTINET, de Paris :

Bravo pour cet hommage de Barton à Marinus Van der Lubbe, qui a sauvé l'honneur socialiste par son acte désespéré et solitaire.

A ce propos je pourrais rappeler quelques souvenirs personnels.

J'étais encore lecteur quotidien de « l'Huma » en 1933 et je suivais passionnément les comptes rendus sténographiques du procès des « incendiaires du Reichstag ». L'attitude apparemment cornélienne de Dimitrov me paraissait exaltante. Et pourtant je savais que la Russie n'était plus celle de Lénine, je commençais à douter en voyant l'inactivité totale des communistes allemands (inactivité sur ordre, je ne l'ignorais pas), l'attitude plus que suspecte et lâche d'un Torgler, le tombereau d'ordures orchestrées jetées quotidiennement sur un homme seul et menacé. Malgré les tortures et les drogues, ce Van der Lubbe inconnu se tenait bien ; il refusait d'accabler ses co-accusés et de servir les thèses nazies, jusqu'au bout.

Après une courte halte expérimentale aux Jeunesses communistes en 1934, mes doutes firent place à la rupture avec les hommes de Staline ; puis vinrent les procès de Moscou et la Révolution espagnole. C'était fini, le cordon ombilical avec le bolchévisme et l' « action de masse » était coupé pour moi. Alors que la plupart des intellectuels de gauche entraient en transes admiratives devant l'assassin des compagnons de Lénine, je savais grâce à Van der Lubbe et grâce aux libertaires d'Espagne, que seul l'acte individuel, aussi modeste soit-il, compte, à notre époque de grand reflux des idées révolutionnaires. Je soupesais l'inestimable dette de reconnaissance que nous avions contractée envers le modeste maçon hollandais, cet homme du rang qui avait plus fait pour sauver notre étincelle d'espoir que tous les appareils des grands partis. Les appareils s'étaient effondrés dans le mépris, l'homme seul avait résisté jusqu'au bout, selon ses moyens.

Grâce à cette expérience amère, j'étais équipé pour traverser les sombres années 40 sans m'égarer dans les sentiers nationalistes de la Résistance, sans être tenté non plus par les dupes naïves du nazisme « pacifiste ».

Demain la libération de la personne humaine viendra peut-être parce qu'une poignée d'irréductibles a su penser seule contre toute une époque, contre l'héroïsme de Stalingrad et les épopées périmées de cette guerre monstrueuse. Rien n'est résolu, mais tout est possible.

Aujourd'hui, les peuples d'Asie et d'Afrique accèdent au monde moderne ; c'est à ces peuples humiliés et offensés qu'appartient déjà le XXe siècle. Bientôt on peut espérer à travers leur libération une fraternité plus large que celle imaginée par les meilleurs esprits européens du XIXe siècle, si ces peuples « sous-développés » savent résister à la tentation du fanatisme des foules encadrées, s'ils arrivent à extirper d'eux-mêmes la tentation raciste.

Gardons la tête froide, mais soyons toujours aux côtés des plus opprimés et l'essentiel des idées socialistes sera sauvegardé ; toutes les savantes combinaisons d'états-majors, tous les roubles (ou les francs) de la propagande ne pourront rien contre l'homme seul et irréductible. C'est l'image de Marinus Van der Lubbe, Christ calomnié du mouvement ouvrier international, qui doit réconforter aujourd'hui encore les hommes libres.

A propos du « Canard enchaîné »

De R. GUILLORE, cette lettre adressée à Hagnauer :

Comme je te l'ai déjà dit par téléphone, je n'ai pas tellement goûté ton article : « Canard au caviar ».

Ton opinion est la mienne sur les échos que « le Canard » a passés cette semaine-là sur l'affaire de Berlin. Ils m'ont aussi hérissé le poil, et nous sommes particulièrement sensibles à ce genre « d'informations ». Tu as donc bien fait de les relever, et tu aurais bien fait de mettre les choses au point, pour nous comme pour le « Canard » lui-même dont il faut d'abord supposer la bonne foi. Ce n'est qu'en cas de récidive et de « persévérance diabolique » qu'on pourrait et qu'on devrait commencer à se poser des questions. Il serait toujours temps alors de tirer des conclusions. Tu les tires trop vite et traites notre « Canard » de « vieil oison déplumé » !

Ma foi, il me semble qu'il a encore des plumes et bon bec et que, tel qu'il est, il nous réjouit assez souvent pour que nous ayons à son égard des trésors d'indulgence. Nous avons connu des semaines qui n'étaient sauvées que par lui. Certes, comme tout le monde, il « débloque » quelquefois. En particulier, ses insinuations sur le bourgmestre Willy Brandt étaient difficilement supportables et indigne du « Canard » cette leçon de patriotisme de mauvais aloi. Mais y en a-t-il un de bon aloi ? Et celui qu'à la fin de ton article tu parais opposer à celui du « Canard » ne me semble guère meilleur.

Pour me faire mieux comprendre : voici un type qui n'a pas aimé mes propos sur César. Il l'écrit fermement et ne cache rien de ce qu'il pense de moi. Tout est dans l'ordre et je serais le dernier à m'en plaindre. Mais supposons que le même type généralise abusivement, qu'il nous envoie un article intitulé « La R.P. aux étoiles » où il suggère que la « Révolution prolétarienne » est devenue la « Révolution césarienne ». Nous estimerions à juste titre qu'il exagère et manque au moins du sens de la mesure.

C'est ce que je reproche à ton petit article. Fermeté et vigilance sur les principes, cela ne signifie pas sectarisme.

Bien entendu, je te dis cela en toute cordialité et je ne doute pas que tu uses et abuses à l'occasion du droit de me répondre et de me confondre. C'est bien ainsi que je l'entends.

...Dictatures progressistes

De Jean TEILHAC (Gironde) :

Deux mots à Hagnauer au sujet des dictatures progressistes : « C'est une duperie, écrit-il, que d'associer à la défense de la Libre Pensée les défenseurs d'un régime qui ne vit que par l'asservissement des corps et des âmes. » Bien sûr. Il n'empêche que lorsque César refuse d'abriter son autorité derrière celle du Bon Dieu, je crois bien qu'il est foutu. Avec Franco, il n'y a pas d'espoir. Avec Khroutchtchev, tant qu'il refuse de s'agenouiller devant le grand pope, il y en a un.

La nature des choses...

A propos de l'article de Louzon : « L'épreuve de force et ses perspectives », Jean LEFEVRE, de Seine-et-Oise, écrit :

Nous admirons plus que jamais la constance de pensée de Louzon. En des vues particulièrement élevées, il sait parfaitement nous donner le point de vue de Sirius.

Pour l'homme de Sirius en effet, la disparition totale de l'espèce humaine à la surface de la planète Terre n'est qu'un cas assez banal de l'Evolution des êtres. Aussi bien dans le monde animal que dans le végétal, la paléontologie botanique et la zoologique nous en ont depuis longtemps montré de multiples exemples.

C'est une satisfaction pour un esprit élevé comme celui de Louzon, ayant pour base une très solide culture scientifique, que de vérifier une fois de plus que tout dans la Nature se passe suivant des lois immuables et c'est la grande gloire de l'intelligence humaine que d'avoir su les découvrir.

C'est nous, gens mariés et pères de famille, qui tremblons sans cesse pour la vie des nôtres qui avons tort. Notre effort de chaque jour doit tendre à nous faire peu à peu une âme mieux trempée, à entourer notre cœur d'un triple airain, pour essayer de diminuer quelque peu la distance immense qui nous sépare en cela de Louzon.

Par certains côtés ce remarquable ingénieur, ce grand penseur, de tendance libertaire et anarcho-syndicaliste, procède beaucoup des grands stoïciens de l'antiquité gresque et romaine. Le stoïcisme hautain en lequel s'incarne l'idéal de ce comportement a été parfaitement représenté dans ces vers du grand poète naturaliste latin Lucrèce :

Si fractur illabatur orbis
Impavidum ferient ruinæ

(Soit à peu près : Si le monde venait à se briser ses morceaux frapperaient le Sage impassible.)

Sur une lettre d'Argentine

De Jean DUPERRAY, de la Loire :

J'ai lu avec le plus grand intérêt la lettre de Miguel Angueira Miranda. Elle m'a prouvé quelle identité de préoccupations existe entre les divers secteurs du syndicalisme aux prises avec les contradictions économiques qui déterminent le chaos social actuel.

Le mastodonte dont je parlais n'est pas celui de l'Etatisme, celui-là il n'y a pas à l'éveiller, il est en parfait ordre de marche et écrase le mouvement ouvrier avec l'efficacité destructive la plus incontestable.

Le mastodonte c'est la question même de nos rapports et de nos divergences sur le problème économique et l'attitude syndicaliste à son égard. C'est un mastodonte puisque nous ne sommes jamais arrivés à une synthèse cohérente à son propos. Je me rappelle des controverses soulevées déjà lors des propagandes planistes d'avant 1936, lors de la Révolution espagnole, et après 1936.

Je suis d'accord avec tous les principes exposés par notre camarade Miguel Angueira Miranda, mais je ne comprends absolument pas d'où il peut faire surgir ce système coopératif de socialisme libertaire et sur quelles bases matérielles actuelles peut s'asseoir une défense de la liberté.

Pour moi il n'y a, dans une époque transitoire, pas de liberté possible sans liberté du marché. La libre entreprise est la base économique de la liberté. Ce n'est pas la liberté d'entreprendre, celle d'acheter et de vendre, et la concurrence qu'il faut supprimer, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme dans l'entreprise.

Je ne dis pas que la concurrence ne doive pas aller en s'éteignant, mais je pense qu'elle ne doit pas s'éteindre la première.

En somme la différence entre les bolcheviks et nous (je parle des bolcheviks non staliniens, des doctrinaires marxistes honnêtes et non inféodés à un régime totalitaire) est là.

Les bolcheviks veulent un Etat concurrent à celui du capitalisme, un Etat qui, après l'instauration de la planification et son perfectionnement « ira en dépérissant ».

Nous, nous voulons le maintien de la libre concurrence entre les entreprises contrôlées chacune par les conseils ouvriers d'entreprise, le maintien de la liberté de concurrence, d'achat et de vente, avec en contrepartie non un Etat planificateur, mais un réseau d'organismes syndicaux d'administration. (L'atelier remplace l'Etat). Et, le socialisme n'étant pas concevable dans le totalitarisme, ou dans un seul pays, ce n'est que peu à peu, après une longue période transitoire que le travail régulateur de l'Administration syndicaliste économique pourra planifier l'économie, c'est-à-dire transporter chaque industrie ou production dans ses meilleures conditions d'existence géographiques.

Alors, et alors seulement, l'homme pourra diriger l'économie comme une machine maîtrisée et dans la liberté sauvegardée en ne réalisant plus que le maximum de valeur, dans le « minimum de travail socialement nécessaire ».

Commencer par le syndicalisme pour finir par le plan, au lieu de commencer par le plan et l'Etat pour finir... par l'univers concentrationnaire.

Mais là n'est pas encore la question immédiate. Le premier des objectifs c'est : nous doter nous-mêmes, tous les secteurs du syndicalisme de libre confrontation, des organes et des organismes de confrontation efficace, où de telles discussions, au lieu de rester de simples échanges de vues empiriques, constitueront une véritable tribune libre du mouvement ouvrier, aussi capable de synthèse, que de thèses et d'antithèses.

Lettre de Tunis

CARMELO

Un voisin de plusieurs années, un travailleur de 55 ans, syndiqué, alerte et plein de vie quoique poitrinaire, est mort chez les fous de la Manouba, près de Tunis — où il n'avait rien à faire.

Quinze jours après y avoir été « transféré » de l'hôpital Charles-Nicolle de Tunis où il avait été admis une semaine plus tôt pour traitement de la tuberculose !

Carmelo crache ses poumons ; il se sent perdu.

Autour de sa femme aveugle, diabétique et seule rôdent des gens sans scrupules aux attentions intéressées. Elle a un frère — docker — qui l'aime bien ; il faut la décider à aller vivre avec lui.

A cette fin, un matin de bonne heure, Carmelo fausse compagnie à ses infirmiers ensommeillés par la veillée du Ramadan. Sa mission terminée, il retourne à Charles-Nicolle — de sa propre initiative, dans la matinée même — ...pour se voir conduire à l'hôpital des Maladies mentales de la Manouba. Pensez donc, un « évadé » ! (1)

Interné ? Non pas ! Transféré, seulement !

Pour l'internement, l'autorisation du ministre de la Santé publique est nécessaire, mais pour le transfert, la signature de l'interne de service (ce jour-là un bon Aryen d'Europe) suffit.

Le transfert, en principe, ne serait qu'un moyen mécanique de dégagement des services hospitaliers sans implication juridique. Mais alors, par quel artifice le malade transféré devient-il interdit ? La preuve ? Carmelo, dès son entrée à la Manouba, n'a plus le droit de signer une procuration qui permettrait à sa femme de toucher sa paie. La raison qu'on nous en a donnée serait que les infirmiers n'étaient pas avertis qu'ils avaient affaire à un « transféré ».

N'empêche que Carmelo, que nous avons vu, ma femme et moi, cinq jours avant sa mort, dans une petite chambre de trois lits, qui n'a reçu à la Manouba que des soins pour les poumons — alors qu'on nous a affirmé qu'il aurait été mieux soigné ailleurs, à Tunis ou au Bardo — en est « sorti » avec un certificat de transport du corps, établi et signé par le médecin-directeur de l'hôpital des Maladies mentales, comportant ces mots : « ...décédé de maladie non contagieuse ».

C'est-à-dire un certificat pour fou et non pour tuberculeux !

On dira, peut-être, que ce certificat n'est qu'un vieil imprimé dont on continue à se servir et qu'il ne tire pas à conséquence.

Pièce anodine aussi, l'acte de tutelle qu'on exige de la veuve pour toucher la paie de son mari ?

Il ressort de tout cela que du jour où il a été transféré à la Manouba, la situation juridique de Carmelo a changé. D'un homme libre, il est devenu interdit !

Ainsi, par le biais du transfert, des employés énervés par le jeûne du Ramadan ou le surmenage, un interne peu conscient de ses responsabilités, peuvent envoyer chez les fous un malade, emmerdant parce qu'agité par la fièvre, et des psychiatres blasés échapper au contrôle qu'exige l'internement.

Carmelo a été bel et bien interné. Illégalement, mais interné tout de même.

Sans doute, l'état de ses poumons ne lui aurait-il pas permis de vivre plus longtemps, mais quelle fin cruelle pour une vie toute de travail et d'amour pour son prochain ! Carmelo, machiniste au Théâtre municipal, était estimé et aimé de ses camarades. Ils n'admettent pas ce qui lui est arrivé. Carmelo n'était pas fou.

Nous ne pouvons pas croire que le jeune ministre de la Santé publique, un responsable (2) en qui nous avons senti vibrer l'humain dans cette pénible affaire, laisse subsister l'équivoque du transfert si dangereuse pour la liberté de l'individu.

Nous lui faisons confiance.

J.-P. FINIDORI.

(1) C'est ainsi qu'il est catalogué sur les registres de l'hôpital Charles-Nicolle de Tunis.

(2) Nous discutions ensemble du cas Carmelo, alors qu'il était mort depuis quatre heures et que nous n'en savions rien.

Le "Journal" de Mothé et la condition ouvrière (1)

Les écrivains, les « touristes », les syndicats, pour s'opposer au patronat, insistent sur les salaires de misère, les cadences infernales, les normes inhumaines que l'usine impose à l'ouvrier. Mais ils ne mettent pas vraiment en cause la société industrielle, le système capitaliste. L'amélioration des conditions du travail ne saurait en aucune façon supprimer l'aliénation de l'ouvrier qui, malgré tous les avantages qu'on pourrait lui accorder, n'en resterait pas moins une machine à produire, condamnée par l'organisation sociale à une existence passive sur le travail, végétative pendant les loisirs.

L'ouvrier, en outre, est prisonnier de sa condition, car l'usine ne permet pas de véritable promotion. C'est à peine s'il peut, dans quelques cas trop rares, progresser d'un échelon à l'autre de la hiérarchie intérieure de l'entreprise. Au delà d'un certain niveau, tout avancement devient impensable. Le barrage mis en place par les diplômés, par les polytechniciens en particulier, est bien trop efficace pour qu'un ouvrier ose même rêver de le franchir ou de le faire franchir par ses enfants. Pourtant, souligne Daniel Mothé dans son « Journal », la spontanéité créatrice de l'ouvrier introduit un peu de liberté dans le carcan de la rationalisation du travail.

L'isolement de l'ouvrier en face de l'employeur n'est guère diminué par la présence du délégué. Celui-ci, en effet, agit le plus souvent comme représentant d'une centrale syndicale que comme l'émanation de la volonté collective du personnel. Le délégué prend plus ou moins sa place dans la bureaucratie oppressive qui écrase l'ouvrier. On l'a bien vu après la Libération, rappelle Mothé, lorsque certains « syndicalistes », certains soi-disant « militants » se sont faits les auxiliaires du patronat, de la direction pour faire monter la production.

Passant à l'analyse des réactions de ses compagnons de travail devant l'évolution de la situation politique, Mothé montre que l'attitude du Parti dans l'affaire d'Algérie illustre à merveille la nature du rôle et de l'influence des communistes sur la classe ouvrière française. Le Parti, nominalement fidèle à son idéal révolutionnaire, fait de l'agitation pour la paix en Algérie. Mais comment ? En faisant signer des pétitions. Le caractère inoffensif et peu compromettant de cette méthode attire les plus timides des ouvriers qui peuvent ainsi soulager leur conscience et se donner l'illusion d'avoir fait quelque chose contre la guerre. La présence de tant de tièdes dans ses rangs permet au Parti d'inviter les plus combattifs de ses éléments au calme en leur montrant qu'ils ne seraient pas suivis, qu'ils « se couperaient des masses » s'ils tentaient quelque action plus aventurée. « Si le P.C. peut jouer ce jeu, remarque Mothé, c'est qu'en fait il a un double visage : l'action parlementaire de ses députés constitue son lien avec la bourgeoisie et les autres partis de gauche ; l'action de ses meilleurs militants constitue son lien avec le prolétariat. Tandis que la première est légale, la deuxième est clandestine et limitée ».

Les ouvriers ne croient plus guère à l'efficacité des grands jeux de la politique. Leur scepticisme est égal en ce qui concerne la cuisine syndicale dans l'usine. Les militants, les délégués en effet ne croient pas à la démocratie ouvrière. Ils se comportent presque toujours en agents de leur centrale, sinon de la direction de l'usine, leurs objectifs sont vagues, leurs revendications sont, pour reprendre un mot de Mothé, d'un réformisme « lilliputien ». Pourtant l'élan révolutionnaire couve sous les apparences du scepticisme et de la résignation. Dès que l'on propose aux ouvriers une action concrète, dès qu'on leur ouvre la perspective d'entraîner toute l'usine dans un mouvement revendicatif, dès qu'on s'apprête à frapper un grand coup, ils sont toujours prêts à marcher. Mothé en donne des exemples, comme il relate aussi d'émouvantes manifestations de solidarité prolétarienne en face de la répression patronale.

Pourtant seuls les plus humbles des ouvriers de chez Renault n'acceptent vraiment pas leur condition d'ouvrier. Mais cela n'est plus qu'un refus intérieur, comparable peut-être à une foi intime pour laquelle on accepterait de mourir mais qu'on ne sait comment faire triompher dans la vie. Les ouvriers spécialisés ont tellement été découragés par le grand jeu politique du Parti communiste, tellement désorientés par l'échec de tant de grèves partielles, qu'ils se replient volontiers sur leur « petit confort » et ne veulent plus entendre parler de rien d'autre. Si une crise économique provoquait un chômage étendu, que se passerait-il dans la classe ouvrière française ? Mothé semble fort pessimiste à cet égard. Sans doute le recours au « débrouillage » individuel prévaudrait-il. La participation aux actions revendicatives d'ensemble serait faible, car l'ouvrier en s'enfonçant irrémédiablement dans sa condition serve s'embourgeoise tout doucement. Avec la télévision, l'appartement à crédit et la petite voiture, il accepte les mœurs, les idées et les valeurs de la classe qu'il imite. Comme le bourgeois, il se convertit à la religion du profit et il pratique l'égoïsme sacré.

Le livre de Mothé est rempli d'aperçus originaux, de descriptions révélatrices. Mais la condition ouvrière qu'il nous dépeint est celle des ouvriers de chez Renault. Ces ouvriers d'usine travaillant dans de vastes ateliers, ne sont-ils pas à bien des égards une exception et surtout des prolétaires « privilégiés » si l'on ose dire, dont le gouvernement et les partis observent les réactions, qui ont des moyens de manifester, de protester, de faire grève, même s'ils n'utilisent pas toujours ces armes dont ils disposent au mieux de leurs intérêts ? En réalité, la grande majorité des salariés en France travaillent et vivent dans des conditions tout autres que celles de « métallos » de chez Renault. Aussi bien n'est-ce pas de chez Renault ou de grandes entreprises comparables que sont partis ces dernières années les mouvements de grève de quelque ampleur. Les fonctionnaires ont joué plus souvent le rôle de meneurs, d'avant-garde de la classe ouvrière traditionnellement rempli par les ouvriers métallurgistes. On peut donc se demander si ce n'est pas ailleurs que dans les grandes usines de la région parisienne que s'élaborent aujourd'hui les modalités et que se définissent les objectifs de l'action révolutionnaire de demain ? L'accès limité mais réel qu'ont aujourd'hui les ouvriers spécialisés de l'industrie au confort « bourgeois » tend à leur masquer la réalité de leur aliénation. Le drame de la condition prolétarienne ne serait-il donc plus ressenti et vécu bientôt que par les intellectuels et les manœuvres ? C'est l'une des conclusions les plus surprenantes qu'on est tenté de tirer du livre de Mothé.

Pierre AUBERY.

(1) Daniel Mothé, « **Journal d'un ouvrier** » (1956-1958), Les Editions de Minuit, Paris 1959, 176 p.

Nous demandons aux camarades possédant des vieux numéros de la « R. P. » des années 1931 à 1939 et ne sachant qu'en faire de nous les faire parvenir. Nous les en remercions.

MESSALI HADJ NOUS PARLE DE L'AFRIQUE

Après toutes ses années de prison ou de déportation, Messali Hadj, libéré de Belle-Ile, et gardant de là-bas le souvenir de nos camarades du Cercle Zimmerwald de Niort, a répondu à l'invitation de la « R. P. » et du Cercle Zimmerwald de Paris et est venu nous parler des problèmes de l'Afrique du Nord. Parmi nous, dit-il, il se sent chez lui. Ainsi y a-t-il toujours eu, même dans les moments les plus sombres de son combat, une poignée d'amis, la « baraka », où des Français ont été mêlés aux Algériens.

La causerie de Messali a été enregistrée et nous nous proposons d'en faire une brochure.

On ne trouvera ici, en attendant, que quelques notes jetées de mémoire sur le papier.

Messali nous a parlé avec familiarité et gravité à la fois. Avec lui ce n'est pas seulement le côté politique et militaire du problème algérien que nous avons vu, mais son aspect humain. Il rapelle d'abord comment l'élan de l'Algérie vers son émancipation est né en France, parmi les travailleurs venus de l'autre côté de la Méditerranée. Il dit à quel point est misérable, matériellement et moralement, la condition de ces travailleurs. Ce n'est pas seulement sa vie, mais celle d'un bon nombre de membres de sa famille que doit gagner chacun d'eux. Misérables entre les misérables, et parce qu'ils sont des prolétaires, et parce qu'ils appartiennent à un peuple asservi. Des intouchables, dit Messali.

Et ce fut la fondation de l'Etoile nord-africaine, qui est aujourd'hui le M.N.A. nord-africaine, et non pas algérienne. L'émancipation des peuples de l'Afrique du Nord est indivisible. Les Tunisiens et les Marocains s'en rendent compte aujourd'hui.

Il est un autre caractère que Messali a toujours conservé à son combat. Ce combat que les travailleurs algériens ont voulu mener solidairement avec leurs frères du Maroc et de Tunisie, ils ont voulu aussi le mener solidairement avec les travailleurs français. Mais la gauche et l'opinion ouvrière n'ont guère justifié en France cette confiance des travailleurs algériens. Le Front Populaire ne répondit pas en 1936 aux espérances qu'il avait fait naître parmi eux. Le peuple algérien est resté jusqu'à ce jour condamné à la solitude et au silence. C'est ce silence qui doit cesser.

Ayant fait jusqu'à la guerre actuelle l'histoire des efforts accomplis par le peuple algérien pour s'affranchir du joug colonial, Messali indique une fois de plus quel est à ses yeux le chemin de la paix. Il ne peut y avoir au conflit de solution militaire. La solution ne peut pas être trouvée non plus au moyen de rencontres secrètes dans des palaces. L'opinion du peuple algérien ne commencera d'être exprimée que s'il est témoin de négociations entreprises au grand jour, sans préalable ni exclusive, autour d'une table ronde.

***

A la suite de la causerie de Messali un assez grand nombre de camarades lui expriment leurs opinions, leurs sympathies, les questions qu'ils se posent. Il leur répond à la fin de la réunion.

Des camarades de la C.G.T. Force Ouvrière souligneront le progrès que manifeste la résolution votée à leur congrès sur la question algérienne : négociations sans préalable ni exclusive (1). Mais Delsol s'est refusé à voter cette résolution à cause d'une dernière partie laissant l'avenir de l'Algérie aux bons soins du gouvernement français.

Ce qui est mis en question dans la plupart des interventions, c'est le nationalisme des Algériens. Et on fait remarquer que les travailleurs français ont été incapables de surmonter leur propre nationalisme et d'apporter aux travailleurs algériens une compréhension et un appui qui, sans attendre les motions des congrès, auraient dû commencer, comme le dit Mercier, sur les chantiers mêmes. Ne serait-on pas mal venu, dans ces conditions, à reprocher aux travailleurs algériens de vouloir pour s'affranchir eux-mêmes, affranchir leur pays ? On ne saurait les empêcher de passer par l'étape nationale. Ce sera à eux, comme le dira Messali en conclusion, après être venu à bout des pachas étrangers, de venir à bout de leurs propres pachas.

Si fidèle qu'elle demeure à la cause défendue par Messali, notre amitié ne pèse malheureusement pas d'un grand poids dans la conjoncture actuelle. Nous sommes d'autant plus touchés de voir Messali lui attacher du prix.

(1) Notons que l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens. Fédération de France a « salué avec joie la résolution adoptée par le Congrès Force Ouvrière, persuadée qu'elle traduit les sentiments de la grande majorité des travailleurs français et algériens ». — N.D.L.R.

Un acquittement qui fait date

Le 19 mars dernier la 17e Chambre correctionnelle voyait comparaître devant elle deux militants pacifistes : Louis Lecoin et Francis Dufour.

Leur crime ? Avoir publié un article concernant « le cas Alban Lichti » emprisonné depuis 31 mois pour s'être refusé de combattre en Algérie, mais non de revêtir l'uniforme militaire.

Francis Dufour, dans son article, avait précisé que dans ce cas l'objection de conscience était fragmentaire et non totale.

Les poursuites furent néanmoins engagées par le ci-devant Président du Conseil, ministre de la Guerre Bourgès-Maunoury, célèbre depuis la stupide expédition de Suez.

Qu'à cela ne tienne, le papier publié dans « Liberté » ne contenait aucune incitation à la désobéissance puisqu'il mettait par contre en parallèle l'attitude individuelle, certes courageuse, de Lichti, et le martyre des objecteurs de conscience emprisonnés depuis de longs mois.

Un large statut de l'objection de conscience est à l'étude, qui résoudrait le problème. Douze personnalités du Comité de secours aux objecteurs (André Breton, Bernard Buffet, Camus, Cocteau, Giono, etc.) le signalaient aux magistrats.

Il faut croire que ceux-ci en ont tenu compte : le procureur de la République, tout en réclamant des sanctions, s'est déclaré favorable au statut légal et le verdict du 18 avril fera jurisprudence, puisqu'il relaxe purement et simplement Lecoin et Dufour.

En outre, Albert Camus, dans une lettre émouvante, vient d'attirer l'attention du Président de la République sur le sort dramatique des objecteurs de conscience, encore soumis au cachot.

Félicitons notre sympathique Prix Nobel d'alerter de nouveau « les pouvoirs » afin que les meilleurs artisans de la paix puissent redevenir libres.

Albert SADIK

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 2 AVRIL. — Ouverture à Washington de la session du **Conseil atlantique.**
A Grenoble, congrès de l'**Union nationale des Etudiants.**
Réunion à Bruxelles des délégations **communistes** des pays du Marché commun.
Rappel des réservistes en **Israël** et en **Syrie.**
L'Irak, la Jordanie et la Tunisie ne participent pas à la réunion de la **Ligue arabe** à Beyrouth.

VENDREDI 3. — L'Inde accorde le droit d'asile au **Dalaï-Lama du Tibet.**
Conférence de presse de M. Mendès-France sur le **problème allemand.**
Démission d'André Lafond, du bureau confédéral de la **C.G.T.-F.O.**

LUNDI 6. — Elections municipales en **Grèce** : stabilité du corps électoral.
Manifestations de solidarité en U.R.S.S. et en Chine en faveur des **nationalistes algériens.**

MARDI 7. — Des **musulmans** attaquent les commissariats de police de Vanves et de Sèvres. Recrudescence du terrorisme dans les **villes algériennes.**
A Copenhague, réunion du bureau de l'**Internationale socialiste.**

MERCREDI 8. — Le chancelier **allemand** Adenauer est candidat à la présidence de la République de Bonn.
Journées revendicatives du **Gaz et de l'Electricité** de France.
Le **cargo tchécoslovaque** « Lidice » est arraisonné par la flotte française.

VENDREDI 10. — Réunion chez le président du Conseil, des représentants des **centrales syndicales patronales et ouvrières** (à l'exception de la C.G.T.).
7.000 chômeurs de Detroit marchent sur **Washington.**

SAMEDI 11. — A Luluabourg **(Congo belge)**, premier congrès politique du pays.

MARDI 14. — A Strasbourg, assemblée parlementaire **européenne** qui doit discuter de la crise charbonnière.
A Rome, réunion de la Fédération mondiale des **Anciens Combattants.**
Le **Parti communiste** propose à la Ligue de l'Enseignement, l'organisation d'une campagne laïque.

MERCREDI 15. — Congrès confédéral **C.G.T.-F.O.**, à Paris.
Démission de M. Foster Dulles, secrétaire d'Etat des **Etats-Unis.**
La gauche gaulliste forme l'**Union démocratique du Travail.**
Convention de coopération technique **franco-tunisienne.**

JEUDI 16. — Grève d'un million d'ouvriers métallurgistes en **Italie.**
Débrayages dans la métallurgie à **Lorient.**

VENDREDI 17. — Réunion à Pékin du Soviet suprême de **Chine populaire.**
En **Grèce**, l'Eglise orthodoxe est privée d'une partie de ses privilèges.
Traité d'amitié **hispano-turc.**

SAMEDI 18. — Au Caire, **conférence arabe** du pétrole.
A Casablanca, 2e **congrès de l'**Union marocaine du Travail.
A Tunis, clôture d'une semaine universitaire organisée par le **Congrès pour la liberté de la culture.**

DIMANCHE 19. — Elections municipales en **Algérie** : nombreuses abstentions d'Européens.
M. Herter est nommé secrétaire d'Etat des **Etats-Unis.**
Elections en **Rhénanie** et en **Basse-Saxe** : les deux grands partis consolident leurs positions.

LUNDI 20. — Coup d'Etat avorté de la Phalange socialiste (mouvement de droite) en **Bolivie.**

MARDI 21. — Grève d'une heure dans les lycées et collèges techniques contre la **réduction des vacances.**

VENDREDI 23. — Congrès des syndicats yougoslaves à **Belgrade.**

DIMANCHE 26. — Elections **sénatoriales** : progression des radicaux, des modérés et du M.R.P.

LUNDI 27. — Election de Liou Chao Chi président de la **République chinoise.**
A Varsovie, conférence des ministres des Affaires étrangères des **pays de l'Est.**
Vote par le Sénat **américain** d'une loi réglementant les activités syndicales.
Comité national de la **C.F.T.C.** à Paris.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'AVRIL 1959

RECETTES

Abonnements ordinaires	65.650	
Abonnements de soutien	26.800	
		92.450
Souscription		4.300
Vente « R.P. »		870
Ventes des livres et brochures		1.370
Sommes reçues pour l'ouvrage de Rosmer		1.500
Divers		2.000
Total des recetes		102.490
En caisse à fin mars		134.994
		237.484

DEPENSES

Frais d'expédition		2.680
Frais généraux		14.000
Brochures (rassortiment)		4.600
Divers		1.000
Total des dépenses		22.280
En caisse à fin avril :		
Espèces	5.222	
Chèques postaux	209.982	
		215.204
		237.484

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Mlle Georgette Cattanès (Paris), 2.000 ; Mme Marcelle Costentin (Seine), 2.000 ; René Daniel (Finistère), 2.000 ; Gustave Duyck (Paris), 2.000 ; Nicolas Faucier (Seine-et-Oise), 2.000 ; Marcel Guenec (Seine-et-Oise), 3.000 ; Raymond Guilloré (Paris), 2.500 ; Eugène Lacrouts (Calvados), 3.300 ; François Langue (Eure), 2.000 ; Fernand Martin (Drôme), 2.000 ; Armand Ollive (Haute-Savoie), 2.000. — Total : 26.800 francs.

LA SOUSCRIPTION

Ernest Bertier (Alpes-Maritimes), 100 ; Robetr Détroit (Seine-et-Oise), 200 ; Jean Duperray (Loire), 500 ; Auguste Fornerod (Suisse), 200 ; Marcel Gonin (Seine-et-Oise), 500 ; Albert Ladret (Rhône), 500 ; Louis Mercier (Paris), 1.500 ; Louis Mersch (Paris), 800 ; Olivier Pezy (Loir-et-Cher), 200 ; Trellu (Finistère), 300. — Total : 4.300 francs .